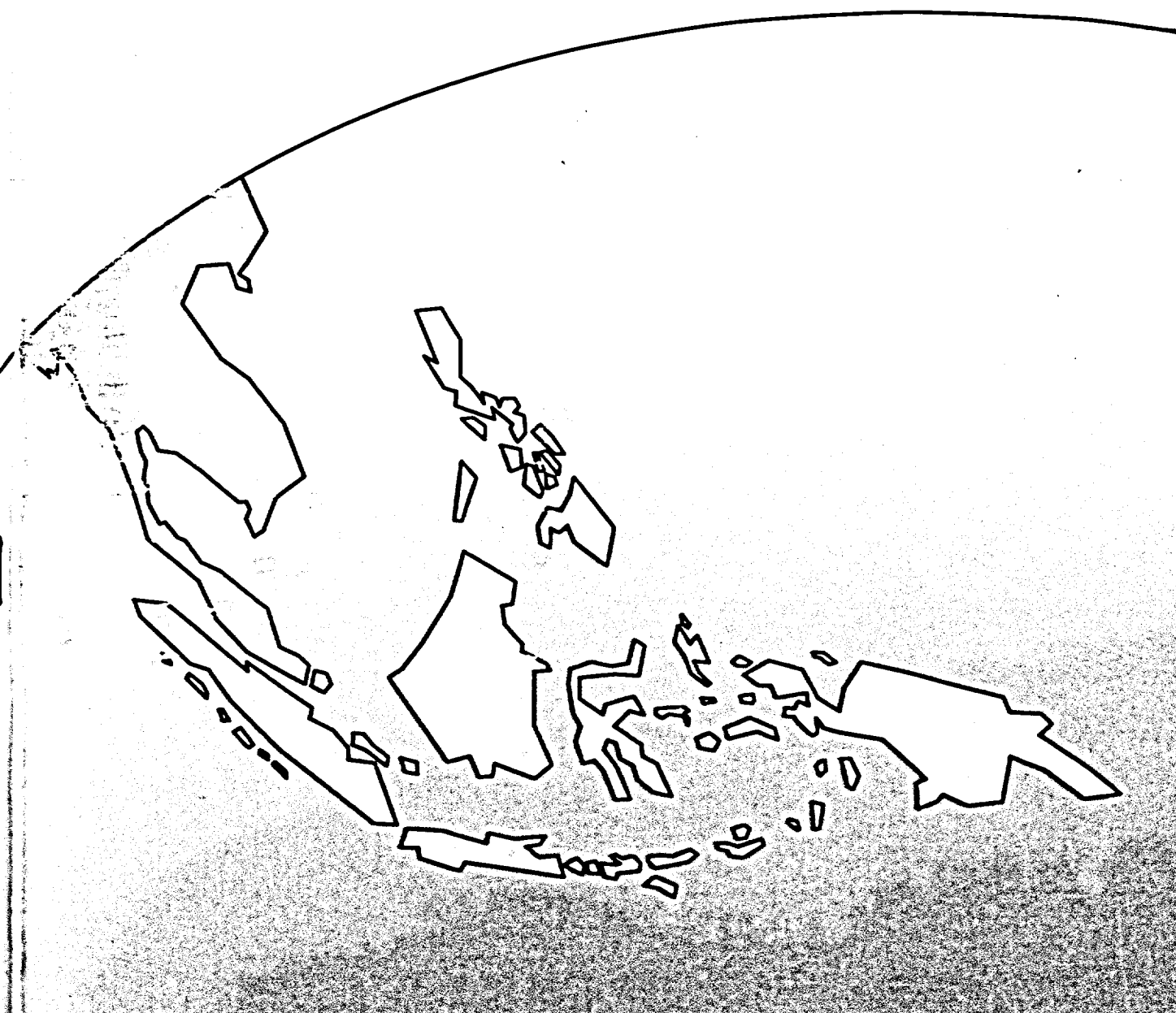


► **VUE**
D'ENSEMBLE
DES RELATIONS
ÉCONOMIQUES
ENTRE LE
CANADA
ET LES
PHILIPPINES



Affaires extérieures et
Commerce extérieur Canada

Canada

LIBRARY E / BIBLIOTHEQUE A E



3 5036 20023210 9

DOCS

CA1 EA438 92573 EXF

Survey of bilateral economic
relations between Canada and the
Philippines. --

43265440

J

**VUE
D'ENSEMBLE**
DES RELATIONS
ÉCONOMIQUES
ENTRE LE
CANADA
ET LES
PHILIPPINES

Affaires extérieures et Commerce extérieur Canada
Secteur de l'Asie et du Pacifique

Édition de 1992



Affaires extérieures et
Commerce extérieur Canada

External Affairs and
International Trade Canada

*Printed on
recycled paper*



*Imprimé sur du
papier recyclé*

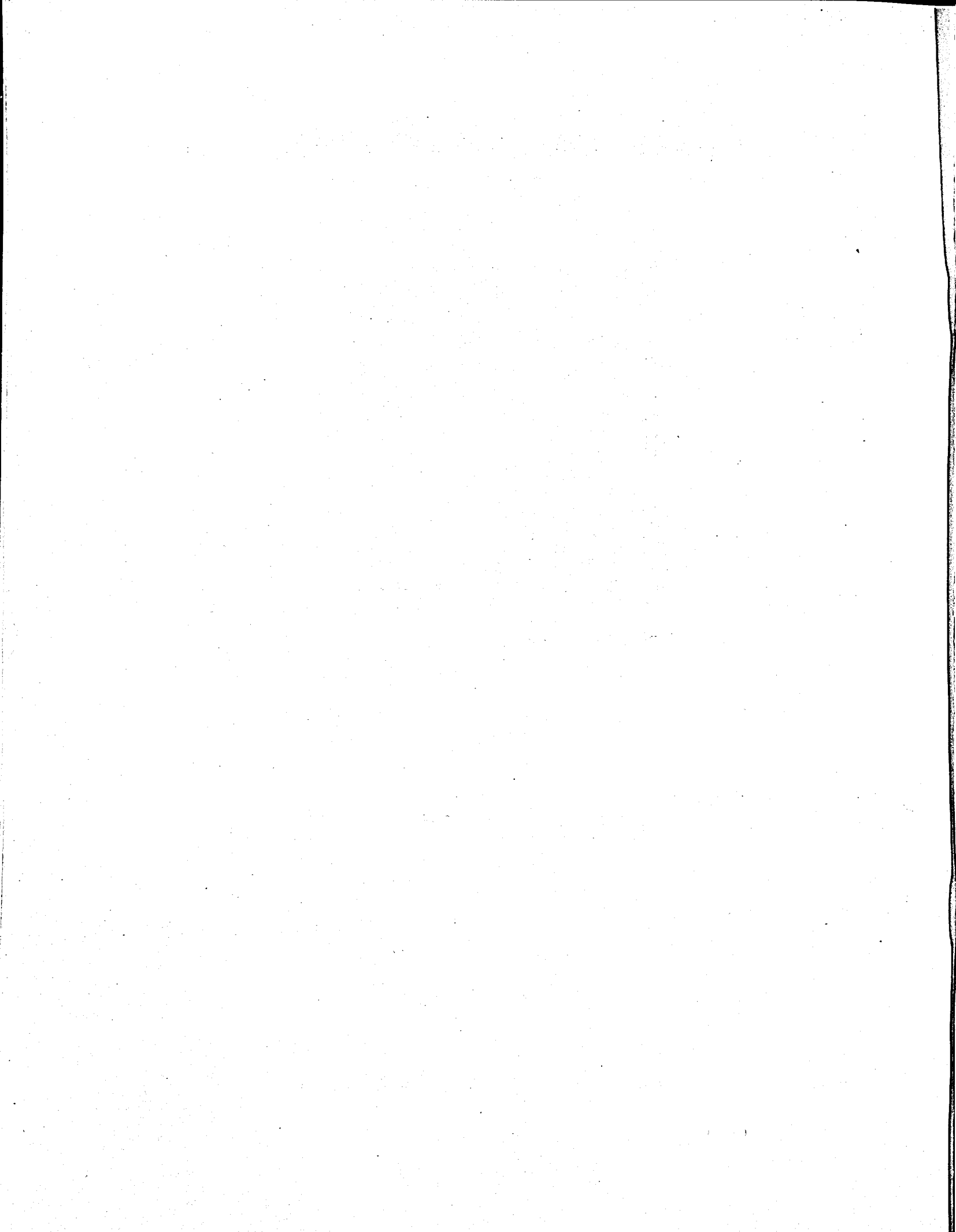


Table des matières

Préface : Aperçu général de l'ANASE	5
1. Introduction	13
2. Évolution économique récente aux Philippines	15
3. Relations commerciales Canada-Philippines ...	17
3.1 Commerce global des Philippines	17
3.2 Commerce Canada-Philippines	18
3.3 Efforts de commercialisation des explorations	21
4. Aide au développement	23
4.1 Programme bilatéral	23
4.2 Partenariats	25
4.3 Centre de recherches pour le développement international (CRDI)	25
4.4 Petro-Canada (CPCAI)	25
5. Cadre de la Coopération	26
5.1 Accords et ententes entre le Canada et les Philippines	26
5.2 Autres domaines de coopération	27
5.3 Activités de coopération des provinces ...	27
6. Conclusion	29
Annexe A	
Entreprises commerciales Canada-Philippines	30
Annexe B	
Adresses utiles	33

Liste des tableaux

Tableaux

I.	Croissance économique	5
II.	Le commerce Canada-ANASE	8
III.	Prévisions	12
IV.	Coup d'oeil sur les économies de l'Anase ...	15
V.	Commerce Philippines-Canada	18
VI.	Principales importations canadiennes des Philippines	19
VII.	Principales explorations canadiennes vers les Philippines	20
VIII.	Profil des décaissements: Programme canadien d'aide au développement	23

Graphiques

A.	Exportations mondiales de l'ANASE, 1980..	6
B.	Exportations mondiales de l'ANASE, 1990..	6
C.	Importations mondiales de l'ANASE, 1980..	7
D.	Importations mondiales de l'ANASE, 1990..	7
E.	Exportations mondiales du Canada, 1980....	10
F.	Exportations mondiales du Canada, 1990....	10
G.	Importations mondiales du Canada, 1980....	10
H.	Importations mondiales du Canada, 1990....	10
I.	Exportations canadiennes de marchandises.....	11
J.	Marchés d'exportation du Canada	11
K.	Importations canadiennes de marchandises.....	11
L.	Indices de développement humain	11
M.	Exportations mondiales des Philippines, 1980.....	17
N.	Exportations mondiales des Philippines, 1990.....	17
O.	Importations mondiales des Philippines, 1980.....	17
P.	Importations mondiales des Philippines, 1990.....	17

Préface : Aperçu général de l'ANASE

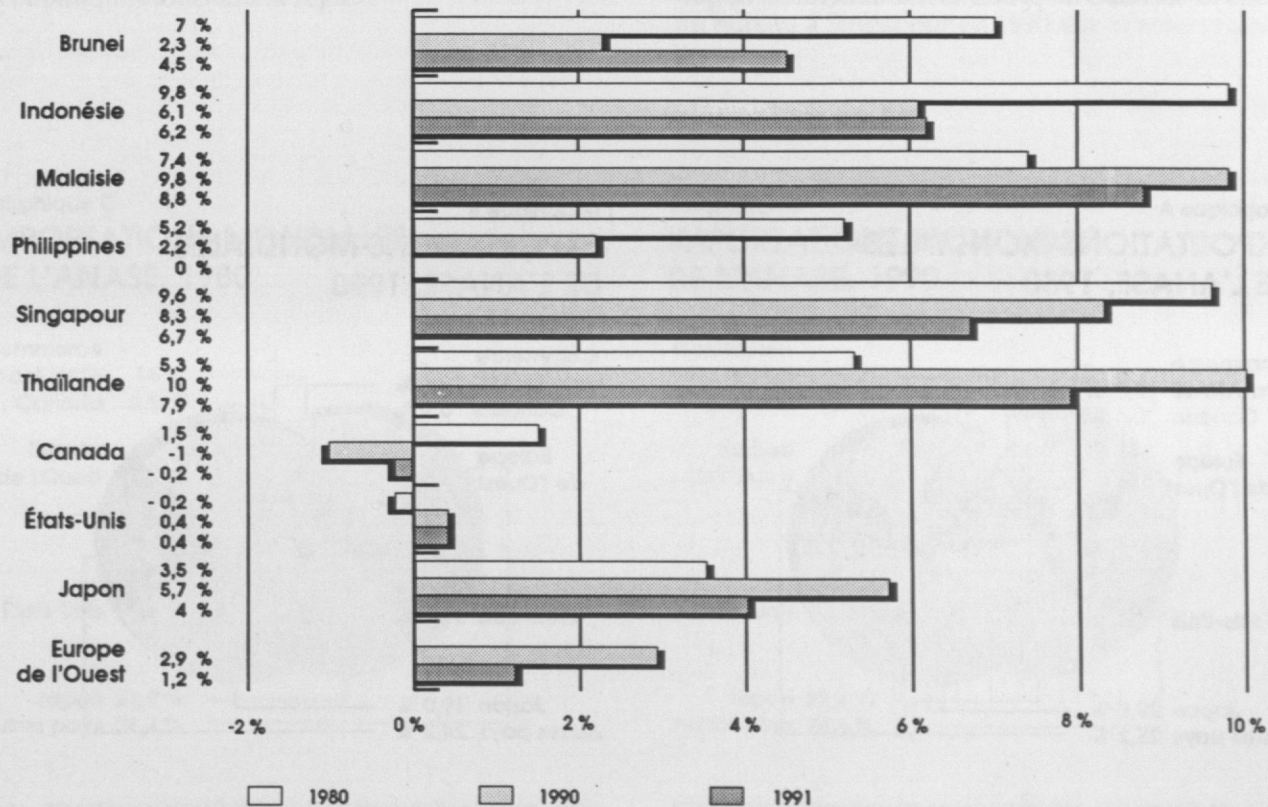
La région de l'Asie-Pacifique est le plus important partenaire commercial du Canada après les États-Unis, et son marché connaît la plus rapide croissance pour les exportations canadiennes. En Asie-Pacifique, la région de l'ANASE (Association des nations de l'Asie du Sud-Est) gagne en importance commerciale.

ANASE

Fondée en 1967, l'ANASE regroupe six états membres : le Brunei Darussalam, l'Indonésie, la Malaisie, les Philippines, Singapour et la Thaïlande. Les pays de l'ANASE ont noué des liens économiques, politiques et culturels entre eux et avec la communauté internationale. Leurs économies

TABLEAU I

CROISSANCE ÉCONOMIQUE (% PIB)



Sources : Statistiques Internationales du FMI
Far Eastern Economic Review
Asia Week Magazine
The Economist

de marché sont ouvertes, dynamiques et de plus en plus florissantes. Au cours de la dernière décennie, le taux de croissance économique des pays de l'ANASE a été parmi les plus élevés au monde.

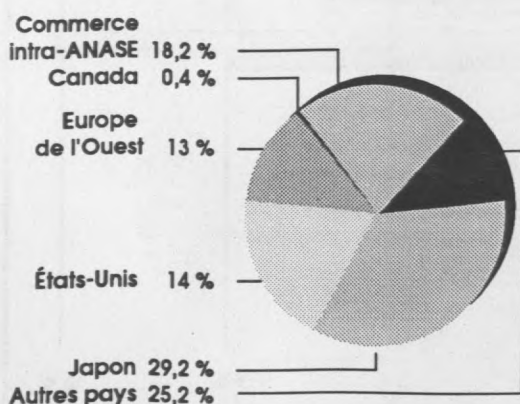
Riche en ressources naturelles, la région de l'ANASE est parmi l'un des principaux producteurs au monde de caoutchouc, d'huile de palme, d'étain, de coprah, de cuivre, de sucre, de café, de bois d'oeuvre, de fruits tropicaux, de gaz naturel liquéfié et de minéraux. Elle est récemment devenue l'un des chefs de file dans l'exportation de certains produits manufacturés comme les vêtements et les textiles, l'électronique et les biens de consommation.

En 1992, les chefs de gouvernement de l'ANASE ont convenu de créer une zone de libre-échange de l'ANASE (ZLEA), dont la mise en place commencerait en 1993 et se ferait progressivement, sur 15 ans. Cette décision a été prise en réaction au régionalisme économique naissant, et notamment au marché européen unique et à l'Accord de libre-échange nord-américain envisagé. On prévoit initialement la réduction des barrières tarifaires dans 15 secteurs de produits manufacturés, ce qui

comprend les biens d'équipement et les produits agricoles transformés. Si elle donnait les résultats escomptés, la ZLEA créerait un marché combiné de 325 millions de consommateurs représentant un PNB combiné de plus de 300 milliards de dollars américains, ferait tomber certains des obstacles actuels au commerce intra-ANASE et aiderait l'ANASE à resserrer la coopération économique.

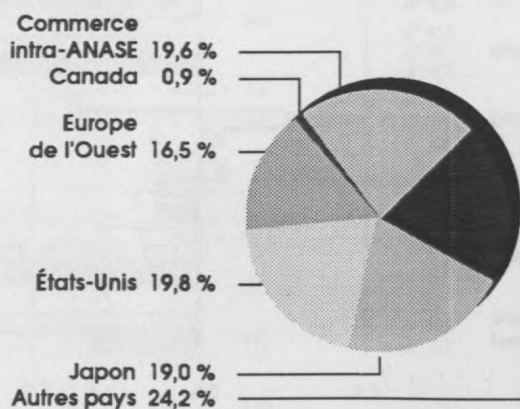
L'augmentation de la part du PNB mondial, des échanges internationaux et des investissements étrangers directs de l'ANASE s'accompagne d'une évolution des tendances commerciales intra-régionales et interrégionales. Si les pays de l'ANASE ont profité de l'accroissement des investissements japonais ces dix dernières années, le pourcentage des exportations des pays de l'ANASE vers le Japon a en revanche diminué. En 1980, le Japon achetait plus de 30 % des exportations de l'ANASE; en 1990, par contraste, ce pourcentage n'était plus que de 20 %. En 1990, la région importait principalement du Japon, des États-Unis, de Taïwan, de l'Allemagne et du Royaume-Uni.

Graphique A
**EXPORTATIONS MONDIALES
DE L'ANASE, 1980**



(NOTA : EXPORTATIONS TOTALES DE L'ANASE EN 1980 = 71,123 MILLIONS \$ US)
Source : Direction of Trade Statistics Yearbook

Graphique B
**EXPORTATIONS MONDIALES
DE L'ANASE, 1990**



(NOTA : EXPORTATIONS TOTALES DE L'ANASE EN 1990 = 141,018 MILLIONS \$ US)
Source : Direction of Trade Statistics Yearbook

Relations Canada-ANASE

Les relations entre le Canada et l'ANASE sont solides et complexes.

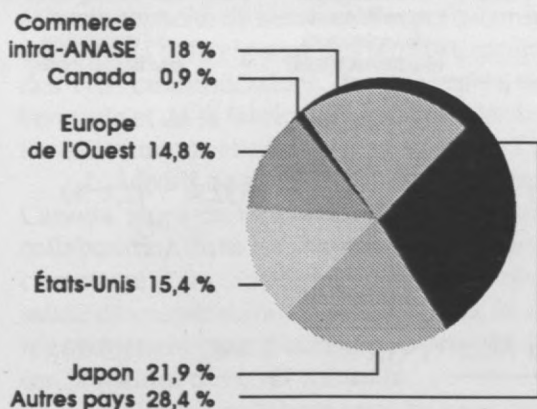
Sensible aux efforts fructueux de l'ANASE en faveur de la paix, de la stabilité et du développement de l'Asie du Sud-Est ainsi qu'à la cohésion de l'organisme qui a réussi à renforcer les liens bilatéraux entre les états membres, le Canada a cherché à nouer des relations avec l'Association vers le milieu des années 1970. En 1977, il a été reconnu comme partenaire au «dialogue» au même titre que l'Australie, la Communauté européenne, le Japon, la Nouvelle-Zélande et les États-Unis. (Un partenaire au dialogue est jumelé par roulement à un pays membre de l'ANASE en tant que point de contact officiel.) Entre autres avantages, ce statut donne au Canada la possibilité de participer pleinement à la Conférence annuelle postministérielle des ministres des Affaires étrangères de l'ANASE, pour discuter de l'évolution des relations bilatérales avec son partenaire au dialogue et pour formuler le point de vue du Canada sur les questions politiques et économiques touchant la région.

En 1989, le Canada a établi le Centre Canada-ANASE à Singapour, en partie pour faciliter les activités de coopération au développement dans toute la région de l'ANASE, mais également pour donner au Canada, de façon générale, une plus grande visibilité dans la région. La nouvelle publication trimestrielle du Centre, *RAPPORT*, fait une large place aux relations que le Canada entretient avec les pays de la région de l'ANASE. Le Centre favorise la compréhension, de part et d'autre, des institutions, des cultures et des peuples grâce à des programmes de relations publiques, de coopération institutionnelle, de relations universitaires et de coopération commerciale. Les programmes canadiens de coopération au développement avec les pays de l'ANASE ont évolué, passant d'une politique axée essentiellement sur la mise en valeur des richesses naturelles et les transferts de technologies à une politique de coopération industrielle plus vaste et de perfectionnement des ressources humaines.

La Fondation Asie-Pacifique du Canada, dont le mandat embrasse toute la région, a ouvert un bureau à Singapour en 1990 afin d'assurer un

Graphique C

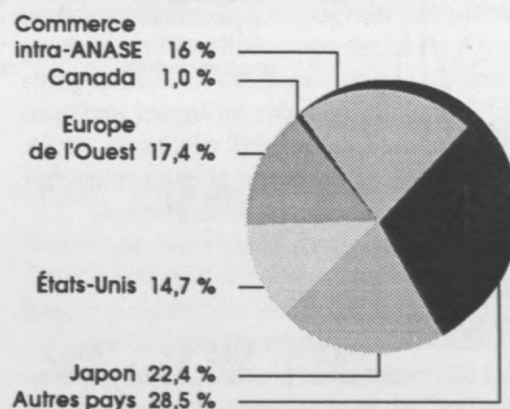
IMPORTATIONS MONDIALES DE L'ANASE, 1980



(NOTA : IMPORTATIONS TOTALES DE L'ANASE EN 1980 = 63,752 MILLIONS \$ US)
Source : Direction of Trade Statistics Yearbook

Graphique D

IMPORTATIONS MONDIALES DE L'ANASE, 1990



(NOTA : IMPORTATIONS TOTALES DE L'ANASE EN 1990 = 160,592 MILLIONS \$ US)
Source : Direction of Trade Statistics Yearbook

meilleur service aux Canadiens dans les pays du Sud-Est asiatique et de consolider la présence canadienne dans la région de l'ANASE. La Fondation travaille à la réalisation de ces objectifs grâce à la mise en place de divers programmes culturels, éducatifs et commerciaux et de programmes d'action auprès des médias. Parmi les récentes activités de la Fondation dans la région de l'ANASE, mentionnons a) le parrainage d'un Programme annuel de bourses de séjour dans la région Asie-Pacifique, qui donne l'occasion à des journalistes canadiens de passer deux mois dans un pays asiatique pour étudier sa culture, ses institutions, ses politiques et son évolution et, en 1991, le parrainage de cinq journalistes de l'ANASE dans le cadre d'un voyage de six semaines au Canada; b) le parrainage ou le coparrainage de ressortissants des pays de l'ANASE pour leur participation à des conférences internationales au Canada telles que GLOBE '92 - conférence internationale sur l'activité commerciale et l'environnement tenue à Vancouver, et la Conférence «Ouverture sur le Pacifique» (la septième du genre) organisée à Calgary en 1991 ; c) le lancement de nombreuses initiatives dans les établissements d'enseignement secondaire et postsecondaire (plus de 50 en 1990) du Canada.

Relations économiques et commerciales Canada-ANASE

Les relations économiques et commerciales du Canada avec l'ANASE sont solides. La croissance dynamique et la diversification des économies des pays membres de l'ANASE présentent d'excellents débouchés pour les Canadiens.

Le volume des échanges bilatéraux entre le Canada et la région de l'ANASE a atteint le chiffre record de 3,5 milliards de dollars canadiens en 1991. La valeur monétaire totale des échanges a plus que doublé au cours des cinq dernières années et a triplé dans la dernière décennie. Les exportations canadiennes destinées aux marchés de l'ANASE, qui se sont chiffrées à environ 1,5 milliard de dollars canadiens en 1991, ont diminué de plus de 100 millions de dollars par rapport à 1990, année où une importante vente a fait augmenter le niveau des exportations. Dans le même temps, les importations canadiennes en provenance de l'ANASE avaient augmenté de plus de 215 millions de dollars canadiens, créant ainsi pour le Canada un déficit de 425 millions de dollars en ce qui concerne ses échanges commerciaux avec l'ANASE.

Tableau II

Le commerce Canada-ANASE (en millions \$ CAN)

	1980	(Pourcentage des exportations ou des importations canadiennes totales)	1985	(Pourcentage des exportations ou des importations canadiennes totales)	1990	(Pourcentage des exportations ou des importations canadiennes totales)	1991	(Pourcentage des exportations ou des importations canadiennes totales)
Exportations du Canada vers l'ANASE	730,8	(0,9 %)	741,0	(0,6 %)	1 633,6	(1,1 %)	1 532,8	(1,1 %)
Importations canadiennes en provenance de l'ANASE	388,0	(0,5 %)	696,2	(0,6 %)	1 741,9	(1,2 %)	1 958,2	(1,5 %)
Commerce bilatéral total	1 118,8		1 437,2		3 375,5		3 491	
Solde des échanges	342,8		44,8		-108,3		-425,4	

NOTA : Le «solde des échanges» s'entend par l'excédent commercial du Canada (si le solde est positif) ou de son déficit commercial (si le solde est négatif) avec l'ANASE.

Source : Statistique Canada

Au sein de l'ANASE, Singapour représente le plus important marché d'exportation du Canada, suivi de près par la Thaïlande, l'Indonésie et la Malaisie. Ces quatre marchés représentent 85% des exportations Canadiennes vers la région. Les Philippines reçoivent environ 13 % des exportations du Canada dans la région de l'ANASE, et le Brunei arrive au dernier rang avec seulement 0,2 % des ventes canadiennes dans la région.

Plus de la moitié des expéditions canadiennes vers les marchés de l'ANASE étaient constituées de céréales, de produits du plastique, d'engrais, de produits miniers, de pâte, de papier journal et de papier. La diversification se fait à mesure que les fournisseurs canadiens de télécommunications, de transport, de produits et de services dans les domaines de l'aérospatiale et de l'énergie effectuent des percées. (La section 3 de chaque rapport met la lumière sur les secteurs prioritaires.)

Environ 1,5 % des importations canadiennes proviennent de la région de l'ANASE. En 1991, le montant des importations était de l'ordre de 1,9 milliard de dollars canadiens. Parmi les principales importations, on comptait les machines électriques, les chaudières et les appareils mécaniques, les vêtements, la viande et le poisson préparés ainsi que le caoutchouc.

En dépit de la progression de leurs échanges, le Canada et l'ANASE ne représentent l'un pour l'autre qu'environ 1 % de leurs marchés d'exportation respectifs. Le potentiel de croissance des relations commerciales Canada-ANASE est formidable. Il existe une grande complémentarité entre la capacité de services d'experts-conseils du Canada et la vigueur des secteurs comme celui des Télécommunications, des transports, de l'énergie et de la fabrication ainsi que les besoins en investissements et en développement de l'ANASE.

L'Accord de coopération économique ANASE-Canada, signé en 1981, fournit le cadre d'une étroite collaboration dans les domaines de l'industrie, du commerce et du développement. Le Comité mixte de coopération ANASE-Canada, se réunit régulièrement pour examiner les progrès dans ces domaines d'intérêt commun.

Le Canada collabore avec les pays de l'ANASE dans le cadre des négociations commerciales multilatérales (NCM) de l'Uruguay Round en vue de trouver des moyens d'améliorer le système des

échanges mondiaux. Le Canada et quatre membres de l'ANASE (Indonésie, Malaisie, Philippines et Thaïlande) sont également membres du Groupe de Cairns qui a conduit à l'élaboration de propositions constructives en vue de libéraliser les échanges agricoles.

Dans le cadre d'une coopération économique plus vaste, le Canada et les pays de l'ANASE font partie du forum de Coopération économique Asie-Pacifique (CEAP). Depuis 1989, les 15 membres de la CEAP, en l'occurrence des pays d'Asie du Nord-Est et du Sud-Est, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, les États-Unis et le Canada, se réunissent annuellement pour discuter de questions économiques internationales et régionales. Les rencontres ministérielles dans le contexte de la CEAP sont également l'occasion informelle pour les ministres des Affaires étrangères et du Commerce de la région de délibérer sur des dossiers politiques.

La présence canadienne dans les pays de l'ANASE, sous la forme de coentreprises ou sous d'autres formes, se fait de plus en plus sentir. Le montant total des investissements canadiens dans ces pays se situe entre canadiens 2 et 3 milliards de dollars, ce qui représente environ 3 % de l'ensemble des investissements canadiens directs outre-mer. Ces investissements se font en grande partie dans le domaine de la mise en valeur des ressources. À la lumière de la croissance et de la libéralisation des économies de la région, les investisseurs canadiens s'intéressent de plus en plus aux pays de l'ANASE. Parmi les exemples intéressants, notons que INCO (International Nickel Company of Canada) et un certain nombre de compagnies pétrolières et gazières qui ont leur siège social en Alberta s'implantent en Indonésie et que les compagnies minières jouent un rôle actif dans les Philippines. Alcan, Northern Telecom et Bata sont également présentes dans la région.

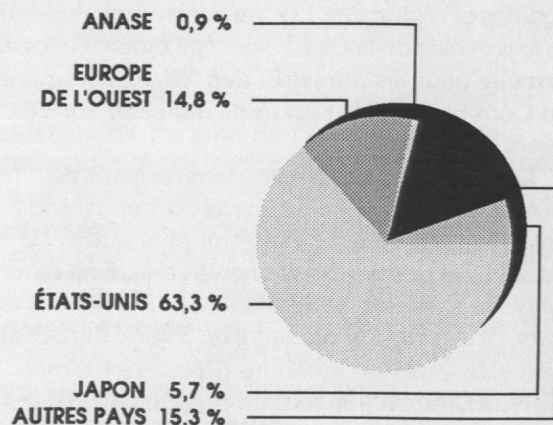
Des projets de collaboration d'entreprises en Thaïlande et en Malaisie ont été lancés par l'ACDI dans le but d'inciter les entrepreneurs canadiens et locaux à constituer des coentreprises dans ces pays.

Le Conseil du commerce ANASE-Canada a été créé par la Chambre de commerce du Canada et par les chambres de commerce et de l'industrie de l'ANASE afin de renforcer les liens commerciaux entre le Canada et les pays de l'ANASE.

Le Canada et l'ANASE ont su nouer et entretenir des relations chaleureuses et amicales. Le maintien du dialogue s'est révélé mutuellement avantageux puisqu'il a favorisé une meilleure compréhension et permis de mettre en évidence de nouveaux secteurs où les deux partenaires peuvent collaborer dans la région.

À l'heure où l'économie canadienne se remet de la récession du début des années 90 et où les économies de l'ANASE continuent à prendre de l'expansion et à se développer, le Canada et l'ANASE peuvent envisager les dix prochaines années sous le signe d'un regain de vitalité économique et d'occasions nombreuses.

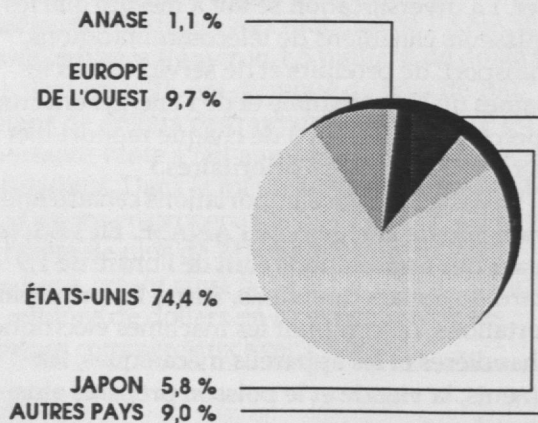
Graphique E
**EXPORTATIONS MONDIALES
DU CANADA, 1980**



(NOTA : EXPORTATIONS CANADIENNES TOTALES EN 1980 = 67,730 MILLIONS \$ US/79,190 MILLIONS \$ CAN)

Source : Direction of Trade Statistics Yearbook
Statistique Canada

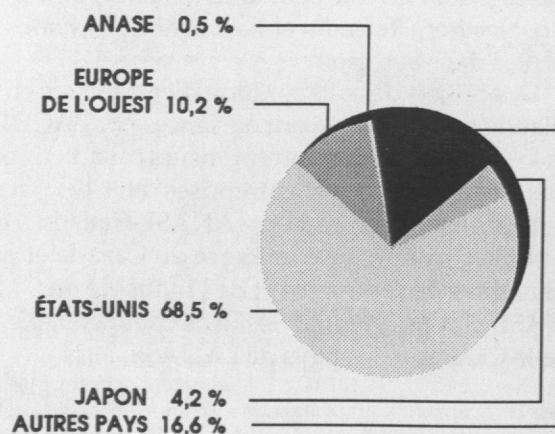
Graphique F
**EXPORTATIONS MONDIALES
DU CANADA, 1990**



(NOTA : EXPORTATIONS CANADIENNES TOTALES EN 1990 = 131,278 MILLIONS \$ US/141,720 MILLIONS \$ CAN)

Source : Direction of Trade Statistics Yearbook
Statistique Canada

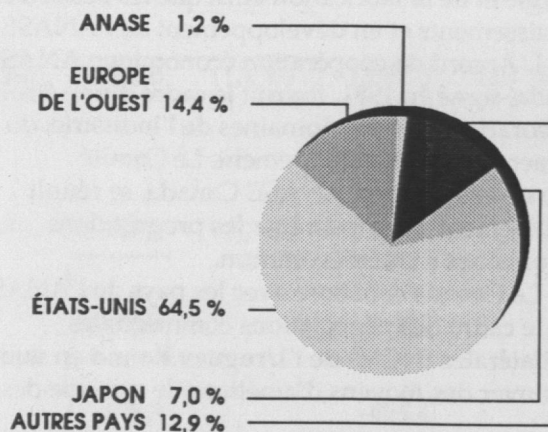
Graphique G
**IMPORTATIONS MONDIALES
DU CANADA, 1980**



(NOTA : IMPORTATIONS CANADIENNES TOTALES EN 1980 = 62,834 MILLIONS \$ US/73,466 MILLIONS \$ CAN)

Source : Direction of Trade Statistics Yearbook
Statistique Canada

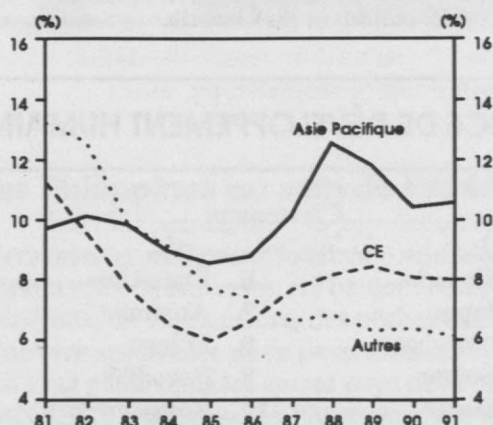
Graphique H
**IMPORTATIONS MONDIALES
DU CANADA, 1990**



(NOTA : IMPORTATIONS CANADIENNES TOTALES EN 1990 = 122,673 MILLIONS \$ US/136,245 MILLIONS \$ CAN)

Source : Direction of Trade Statistics Yearbook
Statistique Canada

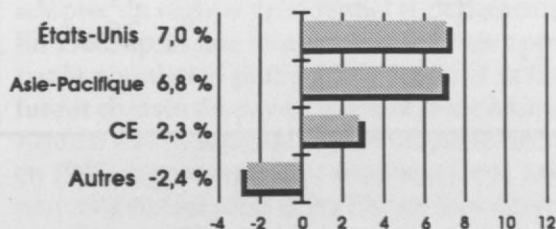
Graphique I
Exportations canadiennes
de marchandises
 (Taux de croissance annuelle moyenne, 1981-1991)



SOURCE : BANQUE ROYALE DU CANADA

Après les États-Unis, la région Asie-Pacifique est le marché qui connaît la croissance la plus rapide pour le Canada. Les exportations canadiennes destinées à la région ont augmenté au taux annuel moyen de 6,8 % entre 1981 et 1991, taux proche des 7 % enregistrés pour les exportations vers les États-Unis. Les exportations canadiennes vers des pays de la région Asie-Pacifique autres que le Japon ont augmenté, en moyenne, de 9,1 % par an, soit presque deux fois plus vite que les exportations destinées uniquement au Japon. Les exportations vers l'Europe ont augmenté nettement plus lentement, et les exportations canadiennes dans le reste du monde ont diminué.

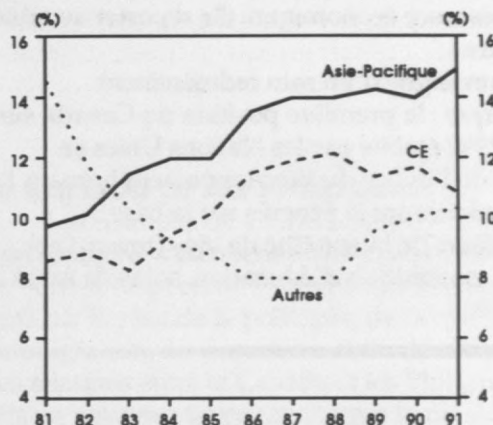
Graphique K
Importations canadiennes
de marchandises
 (Taux de croissance annuelle moyenne, 1981-1991)



SOURCE : BANQUE ROYALE DU CANADA

Au cours des dix dernières années, le Canada est lui aussi devenu un marché de plus en plus important pour la région Asie-Pacifique. Les importations canadiennes provenant de la région ont augmenté au taux annuel moyen de 10,3 % entre 1981 et 1991, soit plus rapidement que pour tout autre pays ou région étant une source importante d'importation. Le taux de croissance des importations de pays de la région Asie-Pacifique autres que le Japon a été légèrement supérieur à celui enregistré pour le Japon lui-même.

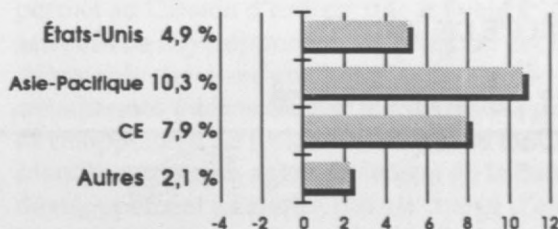
Graphique J
Marchés d'exportation
du Canada
 (Pourcentage des exportations totales)



SOURCE : BANQUE ROYALE DU CANADA

La région Asie-Pacifique est le deuxième marché d'exportation du Canada après les États-Unis; elle représentait 10,6 % des exportations canadiennes en 1991. L'Europe, autrefois au deuxième rang, se retrouve au troisième, et le reste du monde ne représente que 6 % des exportations canadiennes, soit moins de la moitié qu'il y a 10 ans.

Graphique L
Sources des importations
canadiennes
 (Pourcentage des importations totales)



SOURCE : BANQUE ROYALE DU CANADA

La région Asie-Pacifique est maintenant la deuxième source d'importations canadiennes après les États-Unis; elle représentait 15 % des importations canadiennes en 1981, contre seulement 9,6 % en 1991. L'Europe a elle aussi augmenté sa part du marché canadien au cours des dix dernières années, alors que les États-Unis et le reste du monde ont vu la leur diminuer.

Les prévisions pour 1992 et 1993 font état d'un développement économique soutenu pour l'ANASE, quoiqu'à un taux inférieur à celui de 1990, et mettent le Canada en tête des pays du G-7 du point de vue de la croissance économique. (Se reporter au tableau ci-dessous.)

Autre signe d'un sain redressement économique : la première position du Canada sur la liste de 1992 établie par les Nations Unies en fonction de l'indice du développement humain (IDH), qui mesure le progrès sur la base d'indicateurs de la «qualité de vie» (revenu par habitant, possibilités d'éducation, soins de santé de qualité, etc.).

La tendance à l'intensification de la coopération économique aura pour effet d'accroître la confiance dans la région de l'ANASE et d'attirer des courants d'investissement au profit de tous les pays de l'Association et du Canada.

INDICE DE DÉVELOPPEMENT HUMAIN

Classement

- | | |
|------------|-----------------|
| 1. Canada | 6. États-Unis |
| 2. Japon | 7. Australie |
| 3. Norvège | 8. France |
| 4. Suisse | 9. Pays-Bas |
| 5. Suède | 10. Royaume-Uni |

Source : Nations Unies

TABLEAU III

PRÉVISIONS (% Changement annuel)

	1992	1993
BRUNEI	2,8	2,5
INDONÉSIE	6,5	6,2
MALAISIE	7,6	7,5
PHILIPPINES	3,5	3,0
SINGAPOUR	6,8	6,5
THAÏLANDE	7,5	7,3
CANADA	2,3	4,9
ÉTATS-UNIS	1,5	3,9
JAPON	2,2	3,9
EUROPE DE L'OUEST	1,6	2,8

Source : Fonds monétaire international

1

Introduction

Les Philippines au sein de l'ANASE

Les Philippines, dont la population est d'environ 64 millions d'habitants, sont loin d'être dépourvues de richesses, si l'on tient compte des minéraux, de l'agriculture, des pêches et de la main-d'oeuvre spécialisée de ce pays. Contrairement à ce qui s'est passé dans les autres pays de la région de l'ANASE, l'économie des Philippines n'a toutefois pas connu de croissance spectaculaire. Entravé par l'instabilité politique, une tenue économique médiocre, la dégradation de l'environnement, une croissance démographique élevée et des catastrophes naturelles, ce pays n'a pas encore réalisé le potentiel que lui offrent ses vastes ressources humaines et naturelles.

Gouvernées pendant près de 50 ans par les États-Unis, jusqu'à leur indépendance en 1946, les Philippines ont maintenu des liens étroits avec ce pays. La nouvelle république a modelé pour l'essentiel ses systèmes de gouvernement, d'éducation et de droit sur la structure américaine. La démocratie a été maintenue, du moins théoriquement, jusqu'en 1972, date à laquelle la loi martiale a été imposée par le président de l'époque, Ferdinand Marcos. On a profité de la levée de la loi martiale en 1981 pour modifier la constitution et adopter un régime présidentiel et parlementaire. En 1986, après une mutinerie de l'armée appuyée par la population philippine, Marcos et sa famille furent chassés du pays, cédant la place à Corazon Aquino à la présidence. Après un plébiscite national en 1987, le gouvernement Aquino adopta une nouvelle constitution et les Philippines devinrent un «État républicain démocratique». Le passage à la démocratie ne s'est pas fait sans heurts et a été perturbé par de nombreuses tentatives de coups d'état. Les élections de mai 1992 devraient consolider les progrès vers la réforme démocratique.

Le Canada et les Philippines

Les relations du Canada avec les Philippines sont solides et s'étendent rapidement. Elles portent sur tous les aspects de l'activité humaine grâce à des liens sur le plan de la politique, de l'économie, de l'immigration, du commerce et du développement. Les relations entre le Canada et les Philippines ont pris un nouveau tournant lorsque la présidente Corazon Aquino a pris le pouvoir en 1986 et se sont renforcées grâce à l'engagement du Canada auprès des pays de l'ANASE.

Depuis 1986, le Canada a porté les Philippines sur la liste de ses pays prioritaires aux fins de l'aide au développement et a consenti des décaissements considérables. Le Canada n'a pas tardé à fournir une aide d'urgence après une série de catastrophes naturelles, dont le tremblement de terre dévastateur de juillet 1990, l'éruption volcanique du mont Pinatubo en juin 1991 et le typhon Uring en novembre 1991.

Le Canada compte parmi les membres fondateurs de la Banque asiatique de développement, située à Manille. La Banque offre des prêts, des placements en actions et de l'aide technique aux 32 pays en développement qui en sont membres, dont l'Indonésie et les Philippines. Sa participation permet au Canada d'exercer une influence sur les activités de développement de la région et crée des débouchés commerciaux pour les entreprises canadiennes intéressées par le marché des pays en développement de l'Asie. L'ambassade du Canada à Manille compte un agent de liaison de la Banque de développement asiatique, qui est chargé d'aider les entreprises canadiennes à obtenir des fonds de financement de projets auprès de cette banque.

L'immigration constitue un élément important des relations bilatérales, car les Philippines sont devenues une source appréciable de nouveaux Canadiens. En 1990, ce pays s'est retrouvé au

quatrième rang comme source d'immigrants au Canada. On compte actuellement plus de 200 000 Canadiens d'origine philippine.

Le commerce bilatéral avec les Philippines a à peu près doublé depuis le milieu des années 1980, mais s'est stabilisé ces dernières années à environ 400 millions de dollars CAN par an.

Aperçu

La présente étude examine la nature et la portée des relations commerciales et économiques entre le Canada et les Philippines. Bien que l'étude s'inscrive dans le contexte des relations économiques du Canada avec la région de l'ANASE, elle met l'accent sur les relations, les ententes et les initiatives bilatérales plutôt que sur les tribunes internationales et multilatérales où le Canada et les Philippines sont tous deux des participants actifs.

La section 2 décrit le contexte macro-économique actuel des Philippines, en mettant l'accent sur l'évolution économique récente et sur les défis à relever par le pays par suite du changement de gouvernement consécutif aux élections de mai 1992.

La section 3 est un survol des relations commerciales entre le Canada et les Philippines, en regard de la situation commerciale globale de ce pays. On y trouvera une analyse de l'ampleur et de l'orientation du commerce entre les deux pays, ainsi qu'un aperçu des efforts de commercialisation du Canada dans ce pays.

La section 4 porte sur le programme bilatéral d'aide au développement du Canada aux Philippines. On y trouvera également un survol des programmes connexes parrainés par l'Agence canadienne de développement international (ACDI) et d'autres organismes tels le Centre de recherches pour le développement international (CRDI).

La section 5 précise les accords et les ententes qui régissent actuellement les relations entre le Canada et les Philippines, comme base des liens économiques et commerciaux. On y trouvera également une description de plusieurs initiatives en cours dans divers secteurs de coopération, de même que des projets lancés par les provinces aux Philippines.

2

Évolution économique récente des Philippines

La croissance de l'économie des Philippines depuis le milieu des années 1970 a été irrégulière, traînant le plus souvent derrière celle des autres pays de la région de l'ANASE. Les ravages causés par la dictature de Marcos avaient laissé l'économie dans un piteux état lorsque, en 1986, le gouvernement Aquino prit le pouvoir. (Le tableau I de la préface, qui montre la croissance économique, présente la situation économique des Philippines au cours des trois dernières années par comparaison avec celle des autres pays.)

Sous le régime Aquino, le pays a fait des progrès importants vers la restauration de la confiance du secteur privé et de l'étranger envers l'économie. Parmi les réformes économiques réalisées par le gouvernement Aquino, signalons le démantèlement des monopoles, la privatisation,

l'adoption de politiques commerciales plus libérales, la réforme du secteur financier et la mise en place de stimulants à l'exportation. Ces réformes ont vu le jour au moment même où le gouvernement philippin concluait des accords de rééchelonnement de la dette avec ses créanciers tant institutionnels que privés. Au début de 1990, les Philippines devinrent le premier pays, après le Mexique, à conclure un accord de réduction de la dette avec ses créanciers, en vertu du Plan Brady, et, en 1991, le pays concluait un nouvel accord de confirmation avec le Fonds monétaire international prévoyant des fonds additionnels pour financer le remboursement de sa dette. Une nouvelle entente de restructuration de prêts entre les Philippines et ses banques créancières devrait être conclue sous peu.

TABEAU IV COUP D'OEIL SUR LES ÉCONOMIES DE L'ANASE
(EN \$ US) 1991

	Population (en millions)	Croissance démographique	Croissance du PIB	PNB par habitant	Exportations (en milliards \$)	Dette étrangère (en milliards \$)	Inflation IPC	Opérations courantes (en milliards \$)
BRUNEI	0,3	2,8 %	4,5 %	18 000 \$	2,2 \$	0 \$	2,3 %	500 \$
INDONÉSIE	183,0	1,8 %	6,2 %	605 \$	28,9 \$	67,9 \$	9,2 %	-2 400 \$
MALAISIE	18,2	2,3 %	8,8 %	2 465 \$	34,7 \$	19,5 \$	4,4 %	-1 672 \$
PHILIPPINES	63,6	2,3 %	0 %	725 \$	8,9 \$	30,4 \$	18,7 %	-2 700 \$
SINGAPOUR	2,7	1,1 %	6,7 %	12 285 \$	62,5 \$	0 \$	3,4 %	2 350 \$
THAÏLANDE	57,3	1,4 %	7,9 %	1 605 \$	28,4 \$	25,9 \$	6,0 %	-7 953 \$
ANASE	325,1				165,6 \$			
CANADA	26,9	0,8 %	-0,2 %	21 750 \$	127,8 \$	149,0 \$	4,4 %	-18 718 \$

NOTA :

PIB = valeur de tous les produits et services produits dans un pays au cours d'une année

PNB par habitant = PIB ± l'excédent ou le déficit commercial

Opérations courantes = excédent ou déficit commercial

IPC = Indice des prix à la consommation

Source : Asia Week Magazine, IMF Direction of Trade, IMF International Financial Statistics Monthly, World Bank

La reprise économique a toutefois perdu de son élan au début de la nouvelle décennie. Les politiques fiscales et monétaires expansionnistes de la fin des années 1980, qui visaient à tenir compte des besoins en investissements et de plusieurs augmentations salariales, ont contribué à la spirale inflationniste. Le taux annuel d'inflation, qui était demeuré en-deçà de 9 p. 100 jusqu'en 1989, a grimpé à près de 13 p. 100 en 1990 et à 18 p. 100 en 1991. La croissance du PIB, qui s'établissait à 6,2 p. 100 en 1988 et à 6 p. 100 en 1989, a chuté à moins 0,1 p. 100 en 1991. Les importations, qui avaient augmenté à un rythme deux fois plus rapide que les exportations pendant cette même période, ont favorisé une augmentation incontrôlable du déficit du compte courant. La Banque centrale a été obligée d'intervenir pour soutenir le peso, qui a perdu régulièrement de la valeur par rapport aux autres grandes monnaies.

Les perspectives de croissance pour 1990 et 1991 ont été entravées par l'incertitude concernant la stabilité politique à long terme, une augmentation du déficit budgétaire du gouvernement, des taux d'intérêt élevés (25 p. 100), l'inflation galopante et l'accroissement du déficit commercial. En plus de ces facteurs, la situation a été aggravée par le tremblement de terre de juillet 1990, la guerre au Moyen-Orient, l'éruption du mont Pinatubo et le retrait des forces américaines de deux grandes bases militaires.

Toutefois, en 1991, le gouvernement a mis en place un programme de stabilisation en vue de s'attaquer au déficit budgétaire et au déficit de la balance des paiements. Bien que cette politique ait indubitablement contribué au taux de croissance légèrement négatif en 1991, elle a aidé à maintenir les taux d'inflation en-deçà de 9 p. 100 à partir de mars 1992, à stabiliser le peso, à ramener les taux d'intérêt à 21,1 p. 100 et à former la base d'une croissance plus soutenue pour les années 1990. Il s'agit là d'un héritage non négligeable pour le prochain gouvernement. Celui-ci, élu en mai 1992, devra améliorer encore la politique macro-économique et la stabilité politique dans un effort pour réaliser les objectifs et les stratégies de développement économique et social.

Même si la production agricole a été durement touchée par la sécheresse, les typhons et une importante éruption volcanique, l'agriculture, les forêts et les pêches continuent à former les éléments les plus importants du PIB des Philippines et à offrir 50 p. 100 des emplois du pays. Le secteur industriel a toutefois poursuivi son expansion régulière. En 1991, le secteur de la fabrication représentait environ le quart du PIB.

3

Relations commerciales Canada-Philippines

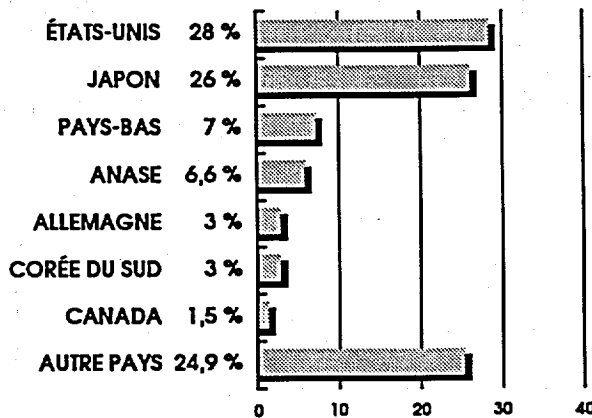
3.1 Commerce des Philippines

En 1990, les échanges internationaux des Philippines se sont chiffrés à 21 milliards de dollars US, ayant doublé par rapport au niveau de 10 milliards de dollars US atteint en 1985. Si le volume des échanges a augmenté considérablement par rapport au milieu des années 1980, le déficit commercial

global du pays en a fait autant, atteignant un sommet de près de 3 milliards de dollars US en 1990.

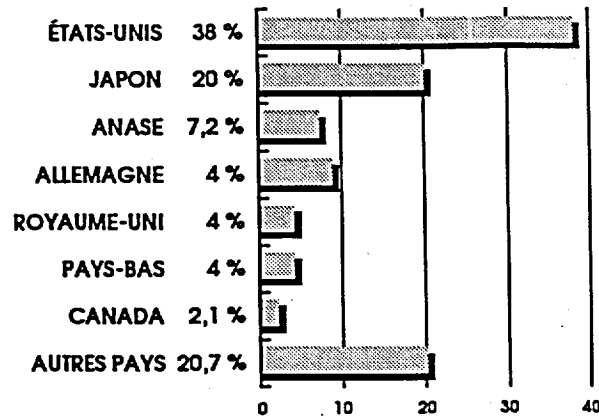
Les États-Unis continuent d'être le partenaire commercial le plus important des Philippines. Ils reçoivent plus de 38 p. 100 des exportations des Philippines et sont le lieu d'origine de près de 20 p. 100 des importations du pays. Ensemble,

Graphique M
EXPORTATIONS MONDIALES DES
PHILIPPINES, 1980



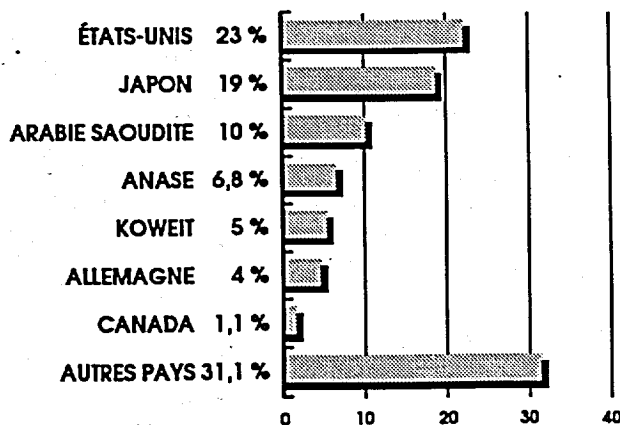
(NOTA : EXPORTATIONS TOTALES DES PHILIPPINES EN 1980 = 5,700 MILLIONS \$ US)

Graphique N
EXPORTATIONS MONDIALES DES
PHILIPPINES, 1990



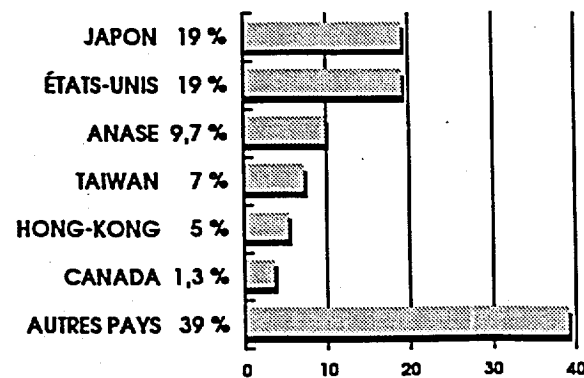
(NOTA : EXPORTATIONS TOTALES DES PHILIPPINES EN 1990 = 8,100 MILLIONS \$ US)

Graphique O
IMPORTATIONS MONDIALES DES
PHILIPPINES, 1980



(NOTA : IMPORTATIONS TOTALES DES PHILIPPINES EN 1980 = 8,200 MILLIONS \$ US)

Graphique P
IMPORTATIONS MONDIALES DES
PHILIPPINES, 1990



(NOTA : IMPORTATIONS TOTALES DES PHILIPPINES EN 1990 = 12,900 MILLIONS \$ US)

les États-Unis et le Japon détiennent quelque 46 p. 100 du total des échanges effectués par les Philippines.

En 1990, les exportations des Philippines ont totalisé 8,2 milliards de dollars US. Les principaux secteurs étaient les suivants :

Matériel électrique et électronique	23,3 %
Vêtements	21,9 %
Produits de la noix de coco	4,1 %
Cuivre	3,8 %
Poisson	3,6 %

La croissance des exportations globales des Philippines s'explique en partie par la reprise qu'a connue le secteur non traditionnel de la fabrication.

Les importations des Philippines en 1990 se sont chiffrées au total à 12,2 milliards de dollars US. Près de 50 p. 100 de ces importations étaient constituées de matières premières et de biens intermédiaires. Les principales importations en 1990 étaient les suivantes:

Matières premières et biens intermédiaires	46,8 %
Biens d'équipement	25,7 %
Combustibles minéraux et lubrifiants	15,1 %
Biens de consommation	8,7 %

3.2 Commerce Canada-Philippines

Le commerce entre le Canada et les Philippines se fait sous le régime de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT). Les Philippines sont bénéficiaires du Tarif préférentiel général (TPG) du Canada. En 1990, plus de la moitié des expéditions passibles de droits de douane des Philippines ont été admises sur le marché canadien au titre du TPG.

En 1991, le commerce bilatéral entre les deux pays se chiffrait à 401 millions de dollars CAN. Bien que ces chiffres témoignent du doublement des échanges depuis 1980, les Philippines ne se classent qu'au cinquième rang des six pays de l'ANASE à titre de partenaire commercial du Canada.

Au cours de la dernière décennie, le Canada a régulièrement reçu de 1,5 à 2 p. 100 du total des exportations des Philippines à l'échelle mondiale. En 1991, les exportations des Philippines au Canada totalisaient 212 millions de dollars CAN. Il est à noter que si la part du Canada des exportations des Philippines est demeurée assez constante du point de vue de ce pays, elle a diminué en importance par

TABLEAU V

COMMERCE PHILIPPINES-CANADA

(en millions de \$ CAN)

	1980	% du total des importations/ exportations des Philippines	1985	% du total des importations/ exportations des Philippines	1990	% du total des importations/ exportations des Philippines	1991	% du total des importations/ exportations des Philippines
Exportations vers le Canada	101,4	(1,5 %)	109,0	(1,7 %)	201,8	(2,1 %)	211,5	(S/O)
Importations du Canada	107,9	(1,1 %)	45,7	(0,6 %)	204,1	(1,3 %)	189,9	(S/O)
Total	209,3		154,7		405,9		401,4	
Solde des échanges	-6,5		63,3		-2,3		21,6	

NOTA : Solde des échanges s'entend par l'excédent commercial du pays de l'ANASE (si le chiffre est positif) ou de son déficit commercial (si le chiffre est négatif) avec le Canada
Source : Statistique Canada

rapport au commerce global du Canada avec les pays de l'ANASE. Alors que les importations des Philippines représentaient en 1980 près de 30 p 100 de l'ensemble des importations canadiennes de l'ANASE, elles ne comptaient plus en 1990 que pour 10 p. 100 de l'ensemble des importations canadiennes en provenance de cette région.

Le Canada est un marché d'éventuelle expansion pour les exportations des Philippines. Celles-ci, traditionnellement, ont été dominées par les textiles, les produits agricoles et les produits de la pêche. Récemment, les exportations vers le Canada se sont diversifiées pour englober des

produits et du matériel électrique et électronique. Près de 50 p. 100 des exportations philippines au Canada en 1991 étaient constituées de textiles et de biens électroniques. Le commerce des textiles et des vêtements étant régi par un accord bilatéral de restriction des exportations, les Philippines figurent parmi les plus grands fournisseurs de vêtements à bon marché au Canada. Par suite de la ratification du protocole d'entente relatif à l'inspection du poisson, à l'occasion de la visite de la présidente Aquino au Canada à la fin de 1989, les importations de thon en boîte et de crevettes surgelées des Philippines ont augmenté considérablement.

TABLEAU VI PRINCIPALES IMPORTATIONS CANADIENNES DES PHILIPPINES
(en millions de \$ CAN)

CATÉGORIE DE PRODUIT	1980	%	1985	%	1990	%	1991	%
Vêtements et accessoires	16,2	(15,9)	33,4	(30,6)	54,3	(26,9)	52,9	(25,0)
Pièces d'équipements électriques, appareils d'enregistrement, etc.	5,2 ^m	(5,1)	3,2 ^m	(2,9)	49,0	(24,3)	50,4	(23,8)
Préparations de viande, de poisson ou de crustacés	0,5	(0,5)	8,7	(8,0)	14,8	(7,3)	14,9	(7,0)
Horloges et montres, ainsi que leurs pièces	2,8	(2,7)	3,3	(3,0)	12,8	(6,4)	14,0	(6,6)
Articles de cuir	—	—	—	—	12,0	(5,9)	11,8	(5,6)
Préparations de légumes, de fruits et de noix	11,3	(11,1)	13,0	(11,0)	7,1	(3,5)	8,8	(4,2)
Fruits et noix comestibles	6,1 ^{**}	(6,0)	7,3 ^{**}	(6,7)	6,7	(3,3)	7,9	(3,7)
Meubles et divers articles manufacturés	8,3 [▲]	(8,2)	7,1 [▲]	(6,5)	6,8	(3,4)	5,9	(2,8)
Graisses et huiles animales et végétales	10,9	(10,7)	6,1	(5,6)	0,3	(0,2)	4,9	(2,3)
Chaussures	5,2	(5,1)	2,9	(2,6)	3,2	(1,6)	4,6	(2,2)
Chaudières, équipements et appareils mécaniques, ainsi que leurs pièces	^{mm}		^{mm}		3,4	(1,7)	4,4	(2,1)
Bois et articles en bois; charbon de bois	7,0	(6,9)	5,8	(5,3)	4,2	(2,1)	3,9	(1,8)
Articles en paille	—		1,9 [*]	(1,7)	4,6	(2,3)	3,9	(1,8)
Poisson et crustacés	^{**}		^{**}		3,6	(1,8)	2,6	(1,2)
Jouets, jeux et articles de sport, ainsi que leurs pièces et accessoires	^{▲▲}		^{▲▲}		2,1	(1,0)	2,4	(1,1)
Produits de céramique	—		—		1,1	(0,6)	1,4	(0,7)
Total partiel	73,5		92,7		186		194,7	
Total	101,4		109,0		201,8		211,5	

* Estimation

** Noix seulement

▲ Comprend les jouets et les jeux

▲▲ Compris dans meubles et articles manufacturés divers

^m Comprend les chaudières et les engins mécaniques

^{mm} Inclus dans la machinerie et le matériel électriques et leurs pièces

^{**} Compris dans préparations de viande, de poisson et de crustacés

Source : Statistique Canada

Les exportations du Canada aux Philippines en 1991 ont totalisé 190 millions de dollars CAN. Le Canada a fourni entre 0,6 et 1,3 p. 100 du total des importations philippines au cours des cinq dernières années.

Une grande proportion des exportations canadiennes aux Philippines en 1991 étaient composées de denrées de base comme des produits minéraux (minerais, laitiers, cendres, fer et zinc), du blé et des céréales, ainsi que de produits semi-transformés comme des appareils électriques, de l'acier, des pâtes et papiers et des engrais. (Voir tableau VII ci-dessous.) Dans sa stratégie commerciale, le Canada a désigné les Philippines comme marché possible de technologies de pointe et de services; de matériel et services du secteur des mines; de matériel et services d'hydro-électricité et d'énergie; de céréales et graines oléagineuses; de produits et services agricoles et alimentaires.

La politique du gouvernement des Philippines en faveur de la libéralisation des importations, adoptée après les réformes de 1986, a renouvelé l'intérêt des entreprises canadiennes pour les Philippines. Bien que les droits de douane demeurent élevés et que certains produits soient toujours assujettis à des restrictions d'importation, les exigences relatives à l'étiquetage, à l'emballage ou aux normes de même que les barrières non tarifaires sont relativement peu nombreuses aux Philippines. De nombreux exportateurs canadiens se sont cependant montrés réticents à donner suite aux occasions d'affaires et d'investissement aux Philippines ces dernières années, en raison de l'incertitude et du risque associés à la situation politique et économique. Quoiqu'il en soit, les visiteurs commerciaux canadiens qui se rendent aux Philippines, dont le nombre ne cesse d'augmenter, continuent à promouvoir avec succès leurs exportations sur place. En 1991, la plupart des

TABEAU VII PRINCIPALES EXPORTATIONS CANADIENNES VERS LES PHILIPPINES
(en millions de \$ CAN)

CATÉGORIE DE PRODUIT	1980	%	1985	%	1990	%	1991	%
Minerais, scories et cendre	—		—		42,3	(20,7)	55,8	(29,4)
Matériel électrique et accessoires, appareils d'enregistrement, etc.	13,0	(12,0)	2,4	(5,2)	4,6	(2,3)	14,8	(7,8)
Fer et acier	7,3	(6,7)	4,3	(9,4)	1,8	(0,9)	13,1	(6,9)
Céréales	8,0	(7,4)	—		66,4	(32,5)	12,7	(6,7)
Engrais	6,2	(5,8)	2,8	(6,1)	13,9	(6,8)	11,9	(6,3)
Zinc et articles en zinc	2,7	(2,5)	3,5	(7,6)	5,9	(2,9)	11,9	(6,3)
Plastiques et articles en matière plastique	3,6	(3,3)	0,7	(1,5)	11,4	(5,6)	10,8	(5,7)
Papier et carton	6,7*	(6,2)	9,9*	(21,8)	10,1	(4,9)	10,7	(5,6)
Fibres synthétiques	S/O		—		6,4	(3,1)	8,2	(4,3)
Chaudières, machines et appareils mécaniques, et pièces	11,9	(11,0)	2,2	(4,8)	7,6	(3,7)	7,6	(4,0)
Textiles	2,3	(2,1)	4,1	(8,9)	5,0	(2,4)	5,8	(3,1)
Pâte de bois	**		**		5,1	(2,5)	4,9	(2,6)
Produits chimiques organiques	0,1	(0,1)	2,1	(4,6)	1,5	(0,7)	2,9	(1,5)
Fruits et noix; écorces	S/O		S/O		2,7	(1,3)	2,1	(1,1)
Produits pharmaceutiques	S/O		S/O		2,4	(1,2)	1,8	(0,9)
Articles de fer ou d'acier	S/O		S/O		0,4	(0,2)	1,3	(0,7)
Préparations comestibles diverses	S/O		S/O		0,8	(0,4)	1,2	(0,6)
TOTAL PARTIEL	62,7		32,0		188,3		179,6	
Total	107,9		45,7		204,1		190,0	

* comprend la pâte de bois
** compris dans le papier et carton
Source : Statistique Canada

exportations vers les Philippines se faisaient au comptant, sans bénéficier de financement à des conditions privilégiées ni d'autres formes d'aide de la part de la Société pour l'expansion des exportations (SEE).

Investissement canadien aux Philippines

D'après le gouvernement des Philippines, le Canada se classe au quinzième rang parmi les investisseurs étrangers. L'investissement direct du Canada aux Philippines était évalué en 1989 à 90 millions de dollars CAN, en particulier dans les secteurs des finances et des ressources. Les principaux investisseurs canadiens incluent la Sun Life (présente aux Philippines depuis près de 100 ans), la Banque de Nouvelle-Écosse (participation de 40 p. 100 à la Solidbank), la Placer Dome (Mar Copper) et la BC Packers (conserverie de thon). Pour les nouveaux investissements aux Philippines, l'intérêt s'est porté sur les produits miniers, l'agro-alimentaire et les biens de consommation, malgré le fait que les Philippines demeurent un pays de priorité relativement peu élevée pour les investisseurs canadiens à l'étranger. À l'heure actuelle, on compte environ 20 accords et autres arrangements de coentreprise entre des Canadiens et des Philippines. Six compagnies canadiennes exploitent des filiales de vente aux Philippines et 68 autres compagnies y ont des représentants. On trouvera à l'annexe A la liste des compagnies canadiennes ayant investi aux Philippines.

L'ACDI accorde environ un million de dollars par an, dans le cadre de son programme de coopération industrielle, aux entreprises canadiennes qui s'intéressent à un engagement commercial à long terme aux Philippines. L'attention s'est surtout portée ces derniers temps sur les secteurs de l'agriculture et des pêches, mais aussi, de plus en plus, sur le secteur manufacturier.

3.3 Efforts de commercialisation des exportations

Les missions commerciales et les autres visites de haut niveau, de même que les études de marché canado-philippines, jouent un rôle important dans la promotion du savoir-faire, des produits et des services canadiens aux Philippines.

L'intérêt a été surtout concentré dans les secteurs agricole et alimentaire, ainsi que dans les secteurs minier et énergétique. En plus des missions parrainées par le gouvernement fédéral, le Québec, l'Ontario, l'Alberta et la Colombie-Britannique se sont montrés particulièrement dynamiques pour promouvoir leurs exportations aux Philippines. Un nombre de plus en plus important de missions et de visiteurs commerciaux ont également porté leur attention sur les débouchés découlant des projets financés par la Banque de développement asiatique dans la région. Le siège social de cette banque se trouve à Manille.

Des visites de haut niveau renforcent les relations économiques bilatérales. La présidente Corazon Aquino est venue au Canada en novembre 1989. C'était la première fois qu'un président philippin faisait une telle visite. Le ministre des Affaires étrangères, M. Manglapus, est venu au Canada en octobre 1990 à l'occasion de la réunion ministérielle spéciale Canada-ANASE. Notre ministre des Relations extérieures et du Développement international, M^{me} Monique Landry, s'est rendue aux Philippines en 1991. Des agents supérieurs du ministère de l'Environnement et des Ressources naturelles, des représentants de la National Mapping and Resource Information Authority (NAMRIA) et divers porte-parole de compagnies de téléphone et de radiodiffusion sont venus au Canada pour rencontrer des représentants des compagnies canadiennes, pour voir les installations canadiennes et participer à des activités au Canada comme des cours du TEMIC (Institut des cadres supérieurs en gestion des télécommunications du Canada), Globe 90 et 92 (environnement) et Intercomm 91 (télécommunications). Vingt-cinq sociétés canadiennes ont participé à la troisième conférence Asie-Pacifique sur les mines, qui a eu lieu à Manille en 1992.

Des études de marché ont été réalisées dans les secteurs suivants de l'économie des Philippines et elles sont disponibles auprès d'AECEC :

Aquiculture	1990
Industrie minière	1989
Matériel de câblodistribution et de radiodiffusion	1989
Matériel et fournitures médicaux	1989
Matériel usagé	1989

Les entreprises canadiennes font largement appel au Programme de développement des marchés d'exportation (PDME) pour leurs exportations aux Philippines. Ce programme vise à stimuler les ventes à l'étranger de biens et services canadiens. Depuis 1980, plus de 2,3 millions de dollars ont été accordés dans le cadre du PDME pour 335 projets. Les ventes déclarées dans le cadre des subventions du PDME se chiffrent à 279 millions de dollars environ depuis 1971.

La Société pour l'expansion des exportations a accordé plus de 60 millions de dollars en crédits à long terme au cours des dix dernières années pour appuyer les ventes de machines et de matériel dans les secteurs des mines, des télécommunications et de la distribution d'énergie. En 1989, la SEE a établi une ligne de crédit de 27,1 millions de dollars au maximum (parallèlement à une contribution de 14,6 millions de dollars de l'ACDI) auprès du gouvernement des Philippines pour appuyer des projets de télécommunications rurales. Les fonds à cet égard ont été engagés entièrement. Un deuxième grand projet de crédit a été consenti pour la fourniture de pylônes d'acier résistant aux

typhons, à la National Electrification Authority (l'administration centrale d'électricité). On étudie actuellement des projets qu'il serait possible de financer et d'assurer avec l'aide de la SEE dans divers secteurs, dont l'aéronautique, la gestion des ressources, les télécommunications et l'énergie. En raison de fonds limités, l'aide de la SEE sera accordée par cas d'espèce.

Une chambre de commerce canadienne a été créée en octobre 1989 aux Philippines. Elle a pour mandat de promouvoir les intérêts des entreprises canadiennes dans ce pays. La Chambre regroupe quelque 200 membres, comprenant des gens d'affaires canadiens résidents et des représentants locaux de sociétés canadiennes.

Au début de 1990, le premier répertoire d'entreprises canadiennes aux Philippines a été publié. Ce répertoire, qui vise à améliorer l'image du milieu des affaires canadien aux Philippines, comprend plus de 200 entrées d'entreprises canadiennes représentées ou établies aux Philippines, ainsi que le nom des sociétés locales qui fournissent des services au milieu des affaires.

4

Aide au Développement

Le Canada est un donneur relativement modeste du point de vue de ses décaissements globaux, mais il n'en est pas moins considéré comme un partenaire non négligeable de la coopération au développement. Les efforts canadiens d'aide au développement des Philippines se font par l'intermédiaire de divers projets. Pour les Philippines, le programme met l'accent sur le perfectionnement des ressources humaines et le renforcement des institutions aux fins de la lutte contre la pauvreté et de l'adaptation structurelle. Bien que ce soit le programme bilatéral de l'ACDI qui ait fourni l'élan financier pour ces initiatives, d'autres programmes de l'ACDI à l'appui des organisations non gouvernementales (ONG), des institutions canadiennes, le secteur privé ainsi que des organismes internationaux et multilatéraux ont également contribué de façon appréciable aux efforts globaux d'aide du Canada aux Philippines (voir le tableau ci-après).

En sa qualité de membre associé de l'Organisation des ministres de l'Éducation du Sud-Est asiatique (SEAMEO) depuis 1988, le Canada a contribué à l'élaboration de projets dans la région, dans le cadre du Programme de perfectionnement intégré des ressources humaines pour la communauté. Grâce au parrainage de l'ACDI, poursuivi en 1990 pour une valeur de 8,3 millions de dollars CAN, on a amorcé la Phase II de la Coopération SEAMEO-Canada. On s'attend à ce que les capacités institutionnelles des centres du SEAMEO se renforcent et que leurs capacités de gestion stratégiques s'améliorent au cours de cette phase, grâce à l'encouragement des liens institutionnels entre ces centres et les collèges et universités du Canada, ainsi qu'à son offre d'aide et de formation techniques.

TABLE VIII

**PROFIL DES DÉCAISSEMENTS :
PROGRAMME CANADIEN D'AIDE AU DÉVELOPPEMENT**
(en millions de \$ CAN)

MÉCANISME	1984-1985	1989-1990
A. De gouvernement à gouvernement (programme bilatéral)	0,70	25,74
B. Fonds canadien	-	0,60
C. Programme de la coopération institutionnelle et des services au développement	-	0,20
D. Programme des organisations non gouvernementales	1,48	3,10
E. Programme des organisations non gouvernementales internationales	0,10	0,02
F. Programme de coopération industrielle	0,13	1,87
G. Programme d'assistance humanitaire international	-	0,50
H. Aide alimentaire	-	0,13
I. Centre de recherches pour le développement international	-	3,68
J. Corporation Pétro-Canada pour l'assistance internationale	2,54	0,70
K. Contributions des gouvernements provinciaux	-	-
TOTAL	8,34	36,04

Source : ACDI

4.1 Programme Bilatéral

L'ACDI a commencé au milieu des années 1970, de façon modeste, à parrainer des projets particuliers d'aide au développement, de gouvernement à gouvernement, principalement dans les secteurs de l'agriculture et des pêches. Les décaissements au titre du programme bilatéral effectués dans la période de six ans allant de 1980 à 1986 se sont chiffrés à 3,6 millions de dollars au total. Le Canada a annoncé en octobre 1986 son intention d'établir un programme bilatéral public de développement de 100 millions de dollars sur une période de cinq ans. Cette décision a été considérée comme une expression concrète du soutien accordé au nouveau gouvernement de la présidente Aquino à l'époque. On a consenti de l'aide financière à plusieurs projets destinés à répondre rapidement aux besoins économiques et sociaux les plus pressants. À la fin de l'année 1990, ce montant de 100 millions de dollars avait été entièrement déboursé.

En 1989, l'ACDI a mis en place son premier programme quinquennal complet à l'intention des Philippines. Trois objectifs distincts sont actuellement envisagés dans le cadre de la Révision du programme par pays : initiatives à l'appui du processus d'adaptation macro-économique des Philippines; initiatives destinées à accroître la capacité des autorités nationales, régionales et locales d'effectuer la décentralisation gouvernementale; initiatives visant à renforcer les organismes publics et privés chargés d'aider les pauvres à avoir accès aux biens et aux services.

Le programme tient compte également de quatre facteurs spéciaux : les femmes dans le développement; l'environnement; le secteur privé; les ONG. On intègre également la dimension de la dégradation de l'environnement et des ressources en effectuant un examen environnemental préalable à toutes les activités pertinentes de prestation de l'aide, en identifiant et en appuyant les activités de certains programmes axés sur l'environnement et en aidant directement les ONG environnementales des Philippines. On encouragera également une plus grande participation des ONG et des entreprises canadiennes.

Adaptation structurelle

Environ la moitié des décaissements de l'ACDI visent les programmes destinés à favoriser le processus d'adaptation structurelle des Philippines. Plus de 80 p. 100 de ces fonds d'aide servent à

l'achat d'engrais, de potasse, de papier, de vaccins et d'urée. Un autre élément important du programme d'adaptation structurelle vise le secteur des télécommunications. Un projet en cours porte sur la prestation d'assistance technique et de formation au ministère des Transports et des Communications ainsi qu'à d'autres organismes de télécommunications. Signalons enfin un autre grand projet dans ce secteur, à savoir une initiative conjointe de l'ACDI et de la SEE pour favoriser les importations de matériel et de services de télécommunications du Canada.

Un autre projet, dans le domaine de la politique, de la formation et de l'assistance technique, a pour but d'aider les grandes institutions du secteur public à se doter des structures nécessaires pour pouvoir se charger en toute autonomie d'élaborer, de planifier, de mettre en oeuvre, de contrôler et d'évaluer les politiques socio-économiques et les programmes de réforme administrative. Afin d'aider à redresser la structure industrielle actuellement déséquilibrée, on a mis en place le projet de soutien des entrepreneurs. Ce projet vise à aider les institutions locales (entreprises artisanales et petites entreprises) à avoir accès aux services de crédit, de formation et de commercialisation. En outre, le Programme de coopération industrielle de l'ACDI joue un rôle important pour promouvoir le développement industriel des Philippines. Il aide le secteur privé canadien à obtenir de gros contrats, à se lancer dans des coentreprises ou à s'engager dans d'autres arrangements commerciaux. Les décaissements ont augmenté peu à peu depuis 1986 pour atteindre le niveau actuel d'environ 1,4 million de dollars par an. Ces derniers temps, on a mis surtout l'accent sur l'industrie agro-alimentaire et sur le secteur des biens de consommation.

Décentralisation du gouvernement

Conformément aux stratégies de développement régional et rural du gouvernement des Philippines, le programme de soutien des administrations locales vise à compléter et à soutenir les efforts du gouvernement en vue de céder un plus grand pouvoir administratif, financier et politique aux administrations locales de trois régions du pays où l'ACDI concentre ses efforts. En vertu de ce programme, l'ACDI accorde une aide technique de 5 millions de dollars pour couvrir les frais de change découlant de la recherche, de la formation, des conseils en matière de programmes d'action et de l'assistance en matière technique et de gestion.

Le projet fera également appel au fonds de développement de contrepartie Canada-Philippines pour financer les activités locales de soutien de la politique, de formation, de planification et de mise en oeuvre de projets.

Aide institutionnelle aux pauvres

Grâce à la participation d'organisations non gouvernementales et d'universités canadiennes, plusieurs projets d'aide à des organismes qui permettent aux pauvres d'avoir accès à des biens et à des services ont été mis sur pied. Quelque 60 millions de dollars ont été affectés à ces projets dont, par exemple, celui qui vise à aider des ONG choisies des Philippines (30 millions de dollars sur cinq ans) à concevoir et à mettre en oeuvre des programmes de lutte contre la pauvreté. L'éducation, la santé et le perfectionnement des ressources humaines sont les éléments de base d'autres projets qui existent actuellement dans ce domaine. Signalons encore deux projets destinés à aider la Commission nationale sur les femmes à institutionnaliser la formation en matière de condition féminine dans les autres ministères de l'État et à renforcer la capacité des groupes de femmes et les ONG à mettre en oeuvre les programmes de femmes dans le développement.

4.2 Partenariats

L'aide au développement atteint également les Philippines par l'entremise d'un certain nombre de programmes spéciaux mis en oeuvre par l'ACDI en collaboration avec des organisations non gouvernementales canadiennes et internationales et grâce à son engagement dans les programmes internationaux et multilatéraux. Les activités des ONG aux Philippines durent de longtemps et leur réseau est très vaste.

Des montants totalisant quelque 1,9 million de dollars ont été déboursés en 1990-1991 par la Direction générale du partenariat de l'ACDI pour de nombreux projets mettant à contribution des organisations non gouvernementales, des institutions et des coopératives aux Philippines.

4.3 Centre de recherches pour le développement international (CRDI)

Le CRDI offre une aide financière pour des travaux de recherche réalisés par et pour les pays en développement dans les domaines de l'agriculture, des aliments et de la nutrition, des géosciences et du génie, des sciences de la santé, des sciences de l'information, des sciences sociales, des communications, de la formation et des systèmes informatiques. Le CRDI a appuyé quelque 307 projets de recherche et développement aux Philippines, pour des décaissements globaux de plus de 50 millions de dollars. En 1992, 107 projets, représentant des engagements financiers de près de 20 millions de dollars, en sont à divers stades de mise en oeuvre.

4.4 La Corporation Petro-Canada pour l'assistance internationale (CPCAI)

Jusqu'en 1991, année où il a décidé de dissoudre l'organisme, le gouvernement du Canada a financé les activités de la Corporation Petro-Canada pour l'assistance internationale visant à aider les pays en développement à trouver et à utiliser leurs propres réserves de pétrole et de gaz. Entre 1983 et 1986, Petro-Canada a participé à deux programmes en collaboration avec la Philippines National Oil Company (PNOC) et avec le Bureau of Energy and Development. Ces programmes représentaient des dépenses de 11 millions de dollars pour des activités d'exploration et des programmes d'études géophysiques en mer.

L'ACDI a désormais assumé la responsabilité d'un programme final de soutien de l'exploration pétrolière et de renforcement des institutions dans le cadre d'un accord de services opérationnels conclu avec Petro-Canada. Le programme, qui pourrait coûter jusqu'à 15 millions de dollars, se déroulera jusqu'en mars 1994.

5

Cadre de la coopération

5.1 Accords et ententes entre le Canada et les Philippines

Un certain nombre d'accords et d'ententes servent actuellement de base aux relations économiques et commerciales entre le Canada et les Philippines.

Un accord commercial conclu entre le Canada et les Philippines en 1972 prévoit, avec certaines exceptions précisées, le traitement réciproque de la nation la plus favorisée pour toute question se rapportant aux douanes, aux frais d'importation et d'exportation ainsi qu'aux autres règlements et conditions liés à la vente de produits importés.

La Convention entre le Canada et les Philippines pour l'évitement de la double imposition et pour la prévention de l'évasion fiscale en ce qui a trait aux impôts sur le revenu a été conclue en mars 1976 et est entrée en vigueur en décembre 1977. La Convention visait à supprimer la double imposition des particuliers et des entreprises d'un des deux pays qui font des affaires ou qui touchent des revenus dans l'autre. Il s'agit d'un instrument important qui vise à favoriser le commerce et les investissements bilatéraux entre les deux pays.

Un accord concernant l'utilisation à des fins pacifiques des matières, équipements, installations et renseignements nucléaires transférés entre le Canada et le République des Philippines a été conclu en juin 1981 et est entré en vigueur en avril 1983.

En 1986, le Canada et les Philippines ont conclu, sous forme d'un Échange de notes, une entente d'assurance de l'investissement étranger visant à promouvoir et à protéger les investissements faits entre les deux pays. L'entente a pour but de faciliter l'exécution du Programme d'assurance des investissements de la SEE aux Philippines et d'accroître les investissements du Canada.

À la suite des négociations de mai 1989 du Club de Paris, le Canada a conclu un accord de rééchelonnement de la dette avec les Philippines.

Cet accord prévoit un deuxième rééchelonnement à compter du 5 avril 1991.

Une entente de limitation des exportations de produits textiles, en vigueur pendant la période quinquennale de 1987 à 1991, a été par la suite prorogée jusqu'au 31 décembre 1992. Selon l'entente, 11 des 13 catégories de vêtements sont frappées de restrictions. L'augmentation annuelle du niveau de limitation des exportations a varié entre 5 et 8 p. 100. L'entente prévoit également des consultations de gouvernement à gouvernement dans les cas où les importations dépasseraient des quantités raisonnables.

En novembre 1987, une Entente générale de coopération au développement a été signée entre le Canada et les Philippines. L'entente sert de cadre aux efforts de développement déployés par le Canada aux Philippines. Les principaux éléments de ce programme quinquennal d'aide canadienne au développement ont été conclus pendant la visite officielle au Canada de la présidente Aquino en novembre 1989.

Au cours de cette visite, les deux gouvernements ont signé un traité d'extradition visant à promouvoir la coopération bilatérale en matière criminelle, notamment par le transfèrement de criminels présumés d'un pays à l'autre.

Un protocole d'entente sur l'inspection du poisson a été conclu en 1989. Il vise à faciliter l'entrée au Canada de thon en conserve et de crevettes crues surgelées provenant des Philippines, tout en assurant le respect des normes canadiennes et internationales de qualité et de sécurité. Les annexes techniques de ce protocole d'entente ont été signées en avril 1990.

Dans un contexte régional, le Canada et les Philippines sont des signataires de l'Accord de coopération économique Canada-ANASE, qui est entré en vigueur en juin 1982. Aux termes de l'accord, un comité mixte de coopération a été mis sur pied, avec pour mandat de suivre les progrès réalisés au moyen des diverses activités commerciales et de coopération au développement entreprises en collaboration par le Canada et l'ANASE.

5.2 Autres domaines de coopération

Outre le secteur du commerce et les projets financés par l'ACDI aux Philippines, les liens et les contacts entre les organismes et les institutions des deux pays sont peu nombreux. Voici une courte description des activités en cours dans des domaines clés de coopération.

Agriculture

Agriculture Canada ne s'intéresse aux Philippines que depuis peu de temps. Des représentants du Ministère ont visité ce pays au début de 1990 afin d'y étudier les domaines de coopération éventuelle et les débouchés possibles pour les exportations canadiennes. Des rencontres ont eu lieu avec des responsables de l'élevage au sein du gouvernement et avec des porte-parole de la Banque asiatique de développement.

Deux missions commerciales à vocation agricole se sont rendues aux Philippines en 1990 afin d'explorer les débouchés possibles pour le colza-canola et le porc. Les Philippines ont envoyé des représentants au Congrès international du lait qui a eu lieu à Montréal en 1990. Des porte-parole des Philippines ont assisté à une conférence technique sur les produits laitiers tenue en Thaïlande en 1992 et coparrainée par Agriculture Canada, le ministère ontarien de l'Agriculture et de l'Alimentation et la Canadian Livestock Exporters' Association.

Télécommunications

L'ACDI est associée à deux projets clés du secteur des télécommunications des Philippines : le projet quinquennal de 5 millions de dollars d'aide technique au secteur des télécommunications des Philippines, conçu pour faciliter la restructuration de l'industrie des télécommunications; le Programme d'aide à l'importation de matériel de télécommunications (subvention de 15 millions de dollars de l'ACDI et ligne de crédit de 27 millions de dollars de la SEE), destiné à améliorer l'infrastructure de communications dans les régions rurales du pays.

Affaires extérieures et Commerce extérieur Canada, le ministère canadien des Communications et le secteur privé canadien financent l'Institut des cadres supérieurs en gestion des télécommunications (TEMIC), situé à Montréal. Cet institut offre

des cours de formation sur la gestion et l'utilisation des systèmes de téléphone et de communications à l'intention de représentants des ministères et des organismes des pays en développement. Jusqu'à présent, quatre hauts fonctionnaires des Philippines ont participé aux cours du TEMIC.

Environnement et richesses naturelles

Sous la direction de l'Université Dalhousie, un projet de 4,9 millions de dollars de l'ACDI est actuellement en voie de réalisation dans le domaine de la gestion de l'environnement. Ce projet permettra à des universités et à des représentants du secteur privé du Canada de partager des connaissances avec des universités philippines en gestion de l'environnement et des richesses naturelles. Le projet mettra à contribution des organismes gouvernementaux, le milieu universitaire et des organisations non gouvernementales qui se pencheront sur le problème de la gestion des richesses naturelles aux Philippines. Grâce à l'élaboration de scénarios de politique, ces intervenants aideront le ministère de l'Environnement et des Richesses naturelles des Philippines dans sa tâche, qui consiste à élaborer et à appliquer une stratégie nationale de développement durable.

Défense

L'attaché des Forces canadiennes à Kuala Lumpur a été accrédité auprès des Philippines. Son mandat est de donner des conseils sur des questions militaires et d'assurer la liaison avec les Forces armées des Philippines. Une partie importante de son travail consiste à identifier les divers programmes d'achat de matériel de défense susceptibles d'intéresser l'industrie de la défense du Canada.

5.3 Activités de coopération des provinces

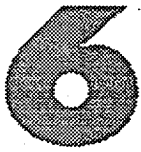
Les activités des provinces aux Philippines ont été assez limitées et ont surtout été axées sur des missions commerciales envoyées pour explorer le marché philippin et examiner les débouchés découlant des projets de la Banque asiatique de développement.

Le Québec a parrainé deux à trois missions commerciales générales en moyenne par an dans la région depuis 1980 et a fourni une aide financière à un certain nombre de sociétés désireuses de

commercialiser leurs produits et leurs connaissances techniques aux Philippines.

Les représentants philippins participent de plus en plus à des manifestations ou à des programmes parrainés au Canada par des provinces canadiennes ou par des institutions provinciales. Au premier plan, il y a les conférences et les séminaires sur l'industrie pétrolière qui se tiennent en Alberta avec l'appui du gouvernement de la province, en association avec le gouvernement du Canada. La conférence biennale Intercan, la foire nationale sur le pétrole et les programmes de l'Alberta Summer Institute for Petroleum Industrial Development (ASIPID), administrés par l'Université de l'Alberta, ont attiré un grand nombre de Philippins ces dernières années. Des institutions albertaines sont également associées à un certain nombre de projets de formation de l'ACDI aux Philippines, dont un programme d'aide au développement communautaire, un projet d'aide au secteur de la santé et un projet de développement des régions rurales et isolées des Philippines. L'Alberta a pris part à un certain nombre de visites d'études aux Philippines afin d'analyser les projets de la Banque asiatique de développement et de l'ACDI et pour promouvoir les connaissances de ses sociétés dans les secteurs du pétrole et du gaz naturel, des conseils techniques, de l'agro-alimentaire et des télécommunications.

La Colombie-Britannique accueille chaque année un grand nombre de visiteurs philippins qui prennent part à des missions commerciales et à des missions d'investissement ou qui participent à des conférences internationales telles que Globe 92, qui a eu lieu à Vancouver. La Chambre de commerce de Vancouver a également envoyé des missions commerciales aux Philippines en 1991. La province, par l'entremise de la British Columbia Trade Development Corporation, a elle aussi organisé des missions commerciales et, de concert avec l'Association of Consulting Engineers of British Columbia, a mis sur pied l'Asia Marketing Group qui aide les firmes d'ingénierie locales dans leurs démarches de commercialisation auprès de la Banque asiatique de développement. Des établissements d'enseignement de la Colombie-Britannique ont pris part à un certain nombre de projets internationaux portant sur diverses facettes de l'éducation et de la formation aux Philippines. Grâce à des fonds de l'ACDI et du CRDI, des représentants de l'Université Simon Fraser et de l'Université de Colombie-Britannique ont participé à des échanges de recherche, tandis que leurs collègues du collège communautaire de Vancouver ont donné des conseils d'ordre technique pour des projets du domaine de l'éducation.



Conclusion

Les relations économiques et commerciales entre le Canada et les Philippines ont pris beaucoup d'ampleur durant la dernière décennie. Les intérêts du Canada aux Philippines ont pris un nouveau tournant après l'élection de la présidente Aquino en 1986 et le Canada n'a pas hésité à appuyer le gouvernement des Philippines dans son programme de démocratisation, dans ses réformes économiques et dans ses politiques sociales progressistes. Lancé vers la fin de 1986, le premier programme complet du Canada d'aide au développement des Philippines devait jouer un rôle déterminant pour influencer les relations des deux pays en matière de développement, d'économie et de commerce. Ce programme ne vise pas seulement à aider les Philippines à relever les nombreux défis qui les attendent au chapitre du développement, mais aussi à servir de base à l'intensification des échanges et des liens entre le Canada et les Philippines.

Le commerce bilatéral devrait prendre de plus en plus d'importance dans les années à venir, à mesure que l'ensemble des relations entre le Canada et les Philippines continuera de progresser. Il y a tout lieu de croire que chacun des deux pays pourra améliorer la position qu'il occupe sur le marché intérieur de l'autre. Les Philippines sont situées dans une région où la croissance économique est la plus rapide du monde, mais le problème de la dette, l'instabilité politique et le marasme économique hérité par les nouveaux dirigeants entraînent des difficultés que ne connaissent pas les autres états de la région, du moins pas avec autant d'acuité. Mais la modeste reprise économique qu'ont connue les Philippines depuis 1986 est de bonne augure. À mesure que l'économie de ce pays atteindra un rythme de croissance soutenu, l'effet des efforts déployés par le Canada et les Philippines pour développer leurs échanges commerciaux se traduira par une véritable expansion à moyen et à long terme.

Annexe A

ENTREPRISES COMMERCIALES CANADA-PHILIPPINES

A. LISTE-ÉCHANTILLON DES INVESTISSEMENTS ET DES COENTREPRISES DU CANADA AUX PHILIPPINES

SOCIÉTÉ	ACTIVITÉ
Asia International Business Centre	Petite entreprise qui offre des services de consultation dans le domaine des affaires, du commerce et de l'immigration.
Canada Systems Development Corporation	
Diversey (Phils)	Cette entreprise, qui appartient à 100 p. 100 à Diversey of Canada, fabrique et distribue des produits chimiques industriels.
Gardex Electronics (Phil) Inc.	Entreprise qui fabrique et installe des systèmes de télévision en circuit fermé. Une société affiliée, Triton Farms Inc., fait l'élevage de la volaille.
Phil Gest Inc.	Phil Gest a établi une société aux Philippines qui s'occupe de la gestion des projets de télécommunications. Au début de 1990, cette société a terminé l'installation d'une liaison par fibres optiques entre le câble sous-marin trans-Pacifique et Manille. Elle a maintenant un important contrat de sous-traitance pour l'amélioration du réseau téléphonique interurbain des Philippines.
Intercap	Cette coentreprise, qui appartient à 15 p. 100 à Capsule Technology, produit des capsules de gélatine dures pour l'industrie pharmaceutique.
McPhar Geoservices	McPhar a un bureau local qui offre des services géochimiques et géophysiques
Marcopper	Cette société, qui est le troisième producteur de cuivre des Philippines, exploite une mine à ciel ouvert et un concentrateur de minerais sur l'île de Marinduque dans le centre des Philippines. Elle appartient en partie à Placer Dome.

Mar-Fishing	Cette société, contrôlée par Marcopper et B.C. Packers, qui en sont les copropriétaires, exploite une flotte de pêche au thon en haute mer et une conserverie sur l'île de Mindanao.
Manufacturer's Life Insurance	Cette entreprise, qui appartient à des intérêts canadiens, est l'une des plus importantes compagnies d'assurances des Philippines.
Philwatch Inc.	Cette entreprise fait l'assemblage de montres pour enfants.
Ocean Pacific Industries	Entreprise contrôlée par des intérêts canadiens. Elle fabrique des gants en latex, dont la majeure partie est exportée en Amérique du Nord.
Orextrac Philippines R.T.C.	Precious Metals a créé cette société locale qui fait la récupération de l'or et d'autres métaux précieux à partir des résidus de broyage.
R.A.A. Trading	Société qui vend et distribue des engrais chimiques, du riz, du maïs et un vaste assortiment d'instruments et de machines agricoles.
Seaform Systems Asia Inc.	Cette petite entreprise de la Colombie-Britannique s'occupe du réaménagement des piles de quai. Elle est associée à un certain nombre d'importants projets de remise en état de quais.
Scott Consultants and Resource Dev.	Petite société d'experts-conseils dirigée par un géologue canadien et engagée dans la géologie minière et l'exploitation des minéraux. La compagnie représente la Kenting Earth Sciences sur place.
Solidbank	La Banque de Nouvelle-Écosse détient des intérêts minoritaires qu'elle a acquis en 1987 par la conversion d'une créance en titres de propriété.
Solid City Inc.	Coentreprise à laquelle est associée Keeprite qui fait l'assemblage de climatiseurs fabriqués au Canada.
Sun Life Insurance	Cette société, qui appartient à 100 p. 100 à la Sun Life of Canada, est la troisième compagnie d'assurance-vie des Philippines. Elle a été fondée dans les années 1880, ce qui en fait l'un des plus anciens investissements du Canada en Asie. En 1988, le bureau régional a déménagé de Hong Kong à Manille.

B. SOCIÉTÉS QUI ONT DES BUREAUX DE VENTE

Air Canada

Air Canada a ouvert un petit bureau qui sert surtout au traitement du fret aérien.

Lignes aériennes Canadien International

Ce bureau, qui est administré par une agence locale, Columbia Philippines, s'occupe avant tout de la vente de billets à des passagers.

Kidd Enterprises

Contrôlée par un Canadien habitant aux Philippines, cette entreprise représente un certain nombre de sociétés canadiennes du secteur agricole.

SNC Lavalin International Inc.

Lavalin utilise ce bureau régional pour promouvoir ses services d'ingénierie et pour gérer ses projets en cours aux Philippines.

Philcan Enterprises Inc.

Propriété en partie d'un Canadien habitant aux Philippines, cette entreprise est un agent de commercialisation pour un certain nombre de sociétés canadiennes participant à des projets aux Philippines en collaboration avec la Banque de développement asiatique.

SR Telecom

SR a ouvert ce bureau dernièrement pour commercialiser son matériel téléphonique rural; la société vient de parachever un projet de l'ACDI consistant à établir des liens de télécommunications vers 17 petites villes de la province de Bantangas (au sud de Manille) et un projet d'installation de services téléphoniques dans des hôtels de villégiature près de Cebu.

Annexe B

ADRESSES UTILES

AUX PHILIPPINES :

Office d'investissements
(Board of Investments (BOI))
Industry and Investments Bldg.
Sen. Gil Puyat Avenue Extension
Makati, Metro Manila, Philippines
Tél. : 818-1831 à 39

Ambassade du Canada
9^e étage, Allied Bank Building
6754 Ayala Avenue
Makati, Metro Manila, Philippines
Tél. : 815-9536 à 41
Télécopieur : 819-9595

Banque de développement des Philippines
(Development Bank of the Philippines)
Buendia Avenue Extension
Makati, Metro Manila, Philippines
Tél. : 818-9511

Ministère du Commerce et de l'industrie
(Department of Trade and Industry)
DTI Building
361 Sen. Gil Puyat Avenue Extension
Makati, Metro Manila, Philippines
Tél. : 818-5701 à 40/818-1831 à 39

Ministère des Affaires extérieures
(Department of Foreign Affairs)
DFA Building
2330 Roxas Boulevard, Pasay City
Philippines
Tél. : 834-4000

Administration nationale de
développement économique
(National Economic & Development Authority)
NEDA-sa-Pasig Bldg., Amber Avenue
Pasig, Metro Manila, Philippines
Tél. : 673-5031 à 39

DANS LA RÉGION :

Fondation Asie-Pacifique du Canada
(Asia Pacific Foundation of Canada)
(South East Asia Office)
80 Anson Road #15-02
IBM Towers
Singapour 0207
Tél. : (65) 225-7346
Télécopieur : (65) 222-7439

Centre Canada-ANASE
(Canada-ASEAN Centre)
80 Anson Road #150-2
IBM Towers
Singapour 0207
Tél. : (65) 225-7346
Télécopieur : (65) 222-7439

Centre de recherches pour le développement
international (CRDI)
Bureau régional
Tanglin, C.P. 101
Singapour 9124
Tél. : (65) 235-1344

AU CANADA :

Fondation Asie-Pacifique du Canada
(Asia Pacific Foundation of Canada)
Suite 666, 999 Canada Place
Vancouver (Colombie-Britannique)
V6C 3E1
Tél. : (604) 684-5986
Télécopieur : (604) 681-1370

Conseil du commerce ANASE-Canada
de la Chambre de commerce du Canada
55, rue Metcalfe
Ottawa (Ontario)
K1P 6N4
Tél. : (613) 238-4000
Télécopieur : (613) 238-7643

Agence canadienne de développement
international (ACDI)
Direction de l'Asie (BSG)
Place du Centre
200, promenade du Portage
Hull, (Québec)
K1A 0G4
Tél. : (613) 997-7025
Télécopieur : (613) 997-4750

Société pour l'expansion
des exportations
Siège social
151, rue O'Connor
Ottawa (Ontario)
K1A 1K3
Tél. : (613) 598-2500,
Télécopieur : (613) 237-2690

Affaires extérieures et
Commerce extérieur Canada
Direction des relations avec
l'Asie et le Pacifique Sud (PSR)
et Direction de l'expansion du commerce
en Asie et Pacifique Sud (PST)
125, promenade Sussex
Ottawa (Ontario)
K1A 0G2
Tél. : (613) 996-7350 (PSR),
(613) 995-7659 (PST)
Télécopieur : (613) 996-3409

Ambassade des Philippines
130, rue Albert, pièce 606
Ottawa (Ontario)
K1P 5O4
Tél. : (613) 233-1121

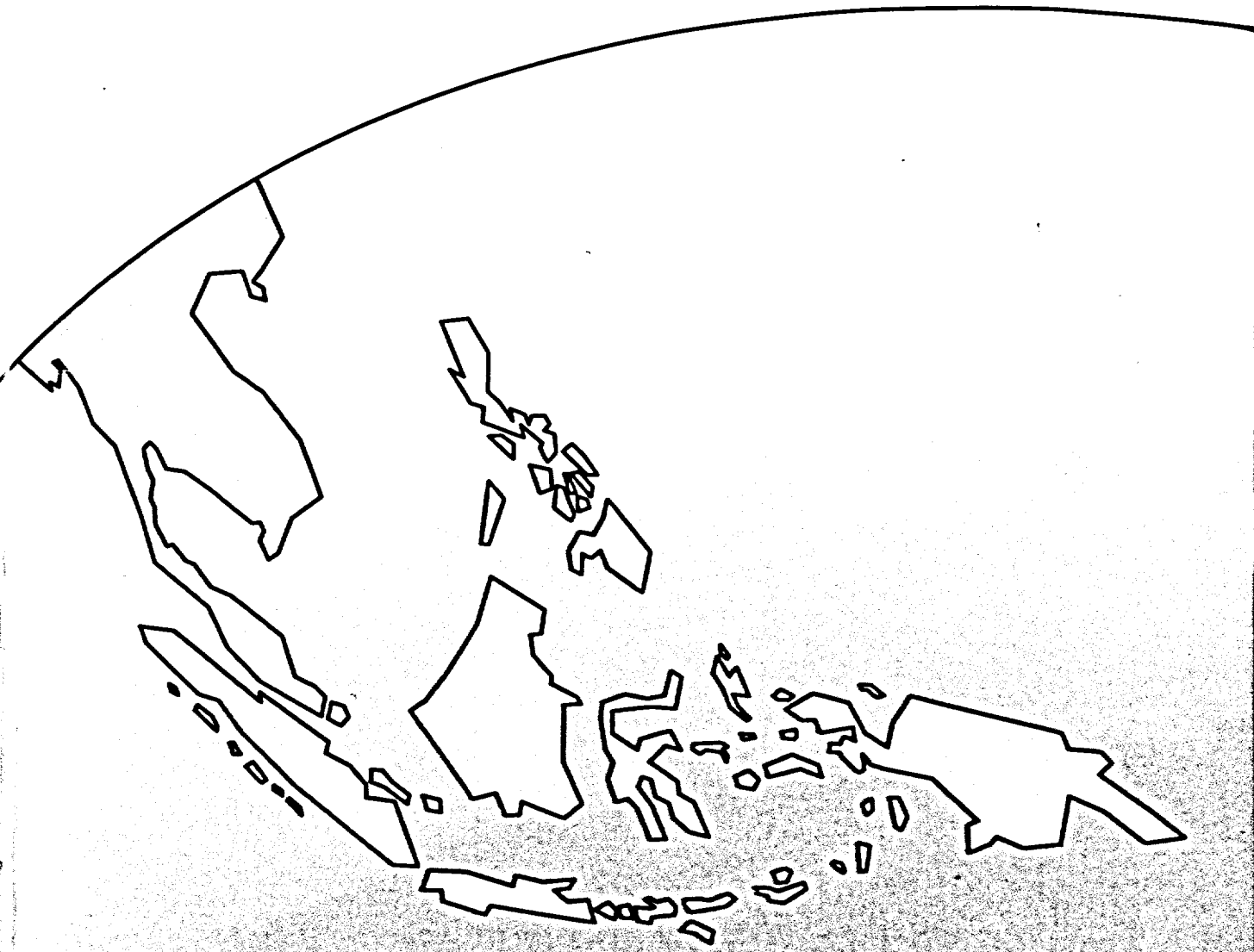
doc
CA1
EA438
92S73
EXF

.b2494310 (E)
.b2494322 (A)

KEY
LATERAL
ECONOMIC
RELATIONS
BETWEEN
CANADA
AND THE
PHILIPPINES



External Affairs and
International Trade Canada



Canada

SURVEY
OF BILATERAL
ECONOMIC
RELATIONS
BETWEEN
CANADA
AND
THE
PHILIPPINES

External Affairs and International Trade Canada
Asia and Pacific Branch

1992 Edition

Dept. of External Affairs
Min. des Affaires extérieures

AUG 4 1993
AOUT

RETURN TO DEPARTMENTAL LIBRARY
RETOURNER A LA BIBLIOTHEQUE DU MINISTERE



External Affairs and
International Trade Canada

Affaires extérieures et
Commerce extérieur Canada

Printed on
recycled paper



Imprimé sur du
papier recyclé

43-265-440 (ce) 62494310
43-265-441 (cf) 62494322

1911

1912

Table of Contents

Preface: An ASEAN Overview	5
1. Introduction	12
2. Recent Economic Developments in The Philippines	14
3. Canada-Philippines Commercial Relations	16
3.1 Philippines Global Trade.....	16
3.2 Canada-Philippines Trade	17
3.3 Export Marketing Efforts.....	20
4. Development Assistance	21
4.1 Bilateral Program.....	21
4.2 Partnership	23
4.3 International Development Research Centre (IDRC)	23
4.4 Petro-Canada (PCIAC)	23
5. Framework for Co-operation.....	24
5.1 Agreements and Arrangements Between Canada and The Philippines.....	24
5.2 Other Areas of Co-operation	25
5.3 Provincial Co-operation	25
6. Conclusion	27
Appendix A: Canada-Philippines Business Ventures.....	28
Appendix B: Useful Addresses.....	31

List of Tables and Graphs

Tables

I	Economic Growth	5
II	Canada-ASEAN Trade	8
III	Forecast of Economic Growth.....	11
IV	ASEAN Economies at a Glance	14
V	Philippines-Canada Trade	17
VI	Major Canadian Imports from The Philippines	18
VII	Major Canadian Exports to The Philippines	19
VIII	Disbursement Profile: Canada's Development Assistance Program	21

Graphs

A.	ASEAN World Exports 1980	6
B.	ASEAN World Exports 1990	6
C.	ASEAN World Imports 1980	7
D.	ASEAN World Imports 1990	7
E.	Canada World Exports 1980	9
F.	Canada World Exports 1990	9
G.	Canada World Imports 1980	9
H.	Canada World Imports 1990	9
I.	Markets for Canadian Exports.....	10
J.	Markets for Canadian Imports.....	10
K.	Canadian Merchandise Exports.....	10
L.	Canadian Merchandise Imports	10
M.	Philippines World Exports 1980	16
N.	Philippines World Exports 1990	16
O.	Philippines World Imports 1980	16
P.	Philippines World Imports 1990	16

Preface: An ASEAN Overview

After the U.S.A., the Asia Pacific region is Canada's largest trading partner and is the second fastest growing market for Canadian exports. Within Asia Pacific, the ASEAN (Association of South East Asian Nations) region is gaining in commercial importance.

ASEAN

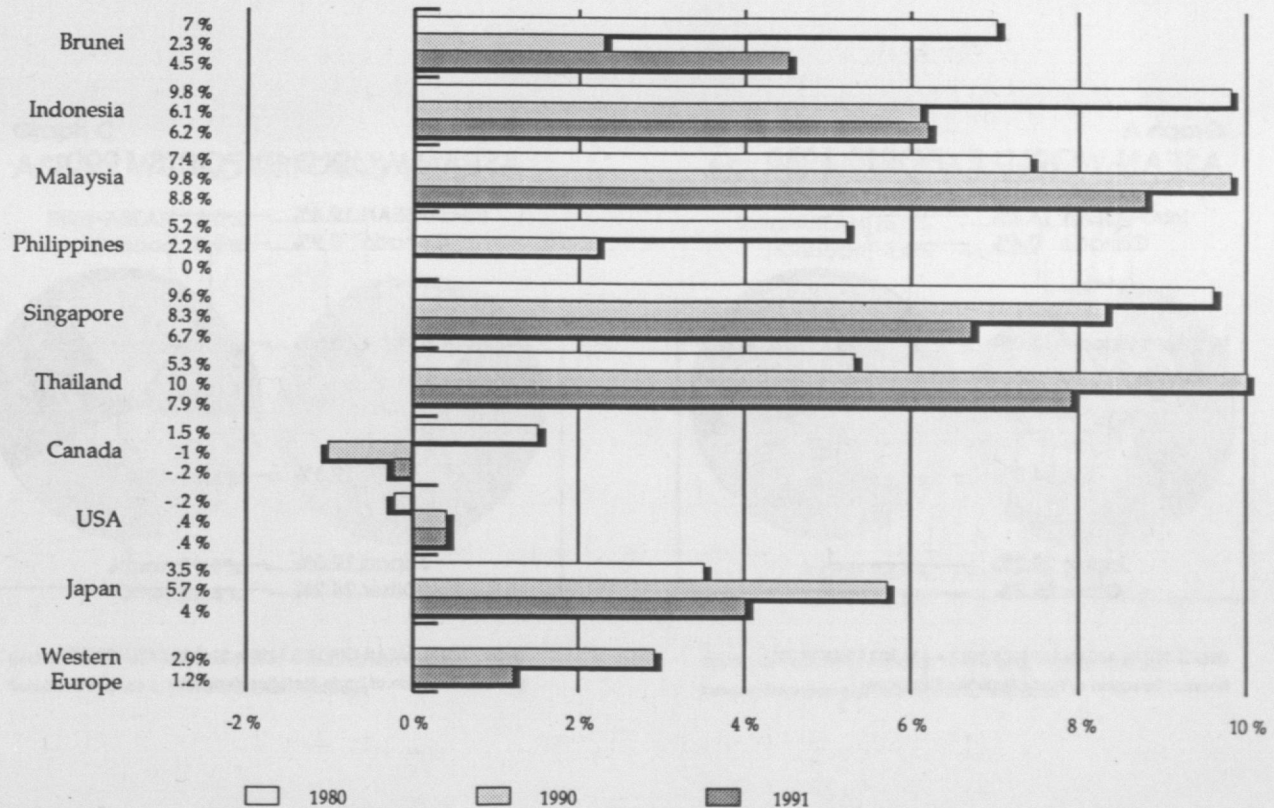
ASEAN was formed in 1967 and includes six member countries: Brunei Darussalam, Indonesia, Malaysia, the Philippines, Singapore and Thailand.

ASEAN countries have forged economic, political and cultural ties among themselves and with the international community. Their market-oriented economies are open, dynamic and increasingly prosperous. Over the past decade, the rate of economic growth in ASEAN has been among the highest in the world.

Rich in natural resources, the ASEAN region accounts for much of the world's output of rubber, palm oil, tin, copra, copper, sugar, coffee, timber, tropical fruits, liquified natural gas (LNG) and

TABLE I

ECONOMIC GROWTH
(As % of GNP)



Source: Asia Week Magazine/The Economist /Far Eastern Economic Review /IMF International Statistics

minerals. The region has also recently become a market leader in the manufactured exports of garments and textiles, electronics and consumer goods.

In 1992, ASEAN Heads of Government agreed to create an ASEAN Free Trade Area (AFTA) to be phased in, commencing in 1993, over 15 years. This decision was taken in response to emerging economic regionalism, including the Single European Market and the potential North American Free Trade Agreement. Initial plans foresee the reduction of trade barriers in 15 sectors of manufactured goods, including capital goods and processed agricultural products. A successful AFTA would create a combined market of 325 million consumers with a combined GNP of over US \$300 billion, would remove some of the current barriers to intra-ASEAN trade, and would help ASEAN countries realize closer economic co-operation.

As ASEAN's share of global GNP, world trade, and direct foreign investment increases, new intra- and inter-regional trading patterns are evolving. While ASEAN countries have benefitted from increased Japanese investment over the decade, Japan has been the destination for a declining

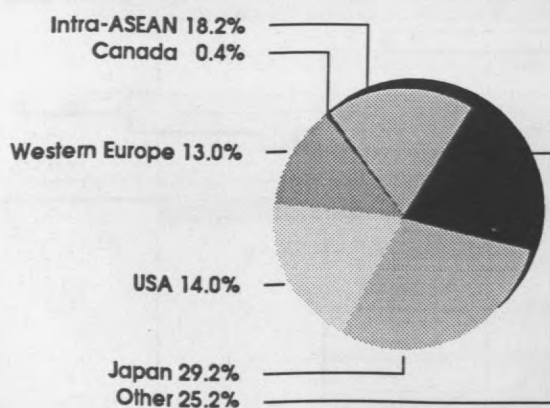
percentage of total ASEAN exports. In contrast with 1980, when Japan purchased almost 30 percent of ASEAN exports, 1990 saw Japan purchasing only 20 percent of exports. The major sources of imports for the region in 1990 were Japan, U.S.A., Taiwan, Germany and the United Kingdom.

CANADA-ASEAN RELATIONS

Relations between Canada and ASEAN are strong and multi-faceted.

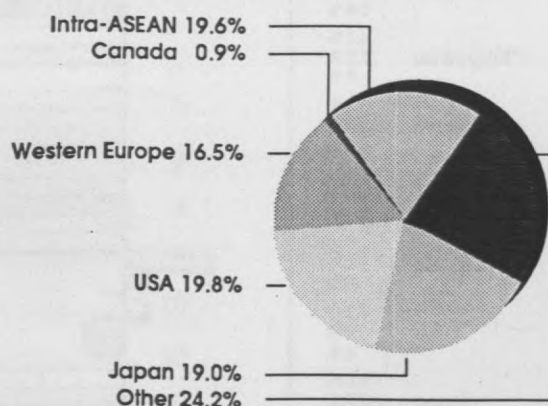
In recognition of ASEAN's positive contribution to the peace, stability and development of Southeast Asia and its ability to strengthen bilateral links between ASEAN member states, Canada sought to develop relations with the Association in the mid 1970's. Joining Australia, the European Community, Japan, New Zealand and the United States, Canada was recognized as a "dialogue" partner in 1977. (A dialogue partner is assigned on a rotating basis to an ASEAN member country as a formalized contact point.) Among other benefits, Canada's status as a dialogue partner creates the opportunity for it to participate fully in the annual ASEAN Foreign Ministers' Post Ministerial Conference (PMC), to discuss the evolving bilateral

Graph A
ASEAN WORLD EXPORTS 1980



(NOTE: TOTAL ASEAN EXPORTS 1980 = \$71,123 MILLION US)
Source: Direction of Trade Statistics Yearbook

Graph B
ASEAN WORLD EXPORTS 1990



(NOTE: TOTAL ASEAN EXPORTS 1990 = \$141,018 MILLION US)
Source: Direction of Trade Statistics Yearbook

relationship with its individual ASEAN "dialogue" partner and to voice Canada's perspective on political and economic issues affecting the region.

In 1989, Canada established the Canada-ASEAN Centre in Singapore in part to facilitate ASEAN-wide development co-operation activities, but also more generally to extend Canada's profile in the region. The Centre's new quarterly publication *RAPPORT* highlights Canada's relationships with the countries of the ASEAN region. The Centre also promotes the understanding of our respective institutions, cultures and peoples through programs in public affairs, institutional co-operation, academic relations and business co-operation. The focus of Canada's development co-operation with ASEAN countries has shifted from a policy centred primarily on natural resource development and technology transfer, to one of increased industrial co-operation and human resource development.

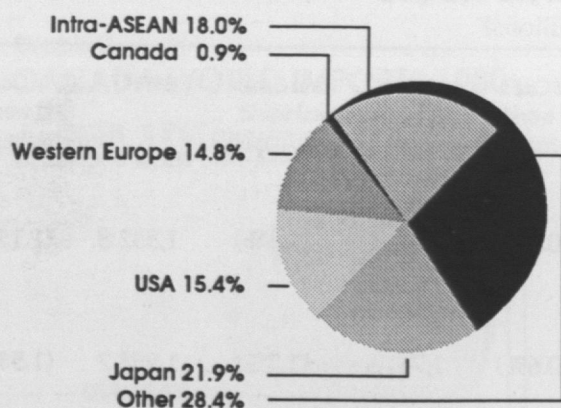
The Asia Pacific Foundation of Canada, whose mandate encompasses the entire Asia Pacific region, opened an office in Singapore in 1990, to improve service to Canadians in the nations of Southeast Asia and to strengthen Canada's involvement in the ASEAN region. The Foundation works towards

these objectives through various cultural, educational, business and media programs. Examples of recent Foundation activities in the ASEAN region are as follows: a) sponsoring an annual Media Fellowship Program whereby Canadian journalists spend two months in an Asian country, to study its culture, institutions, politics and development, and in 1991, sponsoring 5 ASEAN journalists on a 6 week media tour through Canada; b) sponsoring or co-sponsoring ASEAN participants at international conferences in Canada such as the Pacific Rim Opportunities Conference (PROC VII) in Calgary in 1991 and GLOBE '92 - an international conference on business and the environment held in Vancouver; and c) launching many academic initiatives (over 50 in 1990) in Canada at the secondary and post-secondary level.

CANADA-ASEAN ECONOMIC AND COMMERCIAL RELATIONS

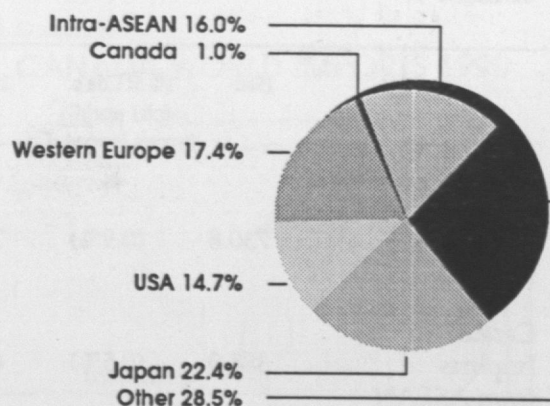
Canada's economic and commercial relationship with the ASEAN region is expanding. The dynamic growth and diversification of the economies of the ASEAN member countries offer excellent opportunities for Canadians.

Graph C
ASEAN WORLD IMPORTS 1980



(NOTE: TOTAL ASEAN IMPORTS 1980 = \$63,752 MILLION US)
Source: Direction of Trade Statistics Yearbook

Graph D
ASEAN WORLD IMPORTS 1990



(NOTE: TOTAL ASEAN IMPORTS 1990 = \$160,592 MILLION US)
Source: Direction of Trade Statistics Yearbook

Bilateral trade between Canada and the ASEAN region reached a high of CDN \$3.5 billion in 1991. The total dollar value of trade has more than doubled in the past 5 years, and has tripled over the past decade. Canadian exports to ASEAN markets in 1991, at CDN \$1.5 billion, did decline from 1990 levels by over CDN \$100 million, due to a single large sale which amplified the 1990 level. At the same time, Canadian imports from ASEAN increased by over CDN \$215 million leaving Canada with a \$425 million deficit in its ASEAN trade.

Within ASEAN, Singapore represents Canada's largest export market, followed closely by Thailand, Indonesia and Malaysia. These four markets account for about 85% of Canadian exports to the region. The Philippines receives approximately 13 percent of Canada's exports to the ASEAN region and Brunei is Canada's smallest export market in ASEAN receiving only 0.2 percent of Canada's exports to the region.

Over half of Canadian shipments to ASEAN markets in 1991 consisted of cereals, plastics, fertilizers, mining products and pulp, newsprint and paper. Diversification is taking place as Canadian suppliers of telecommunications, transportation, aerospace and energy products and services are making inroads.

Canada receives approximately 1.5 percent of its imports from the ASEAN region. In 1991, import levels were at CDN \$1.9 billion. Principal imports from the ASEAN region consisted of electrical machinery, boilers and mechanical appliances, articles of apparel, prepared fish and meat, and rubber.

Despite the growth in trade, ASEAN and Canadian exports account for only approximately 1 percent of each other's markets. There is tremendous potential for future growth in the ASEAN-Canada trading relationship. There is much complementarity between Canadian consulting skills and strength in manufacturing sectors such as telecommunications, transportation and energy, and ASEAN development and investment needs.

The ASEAN-Canada Economic Co-operation Agreement signed in 1981 provides a framework for close industrial, commercial and development co-operation. The ASEAN-Canada Joint Co-operation Committee (JCC), which arose from the 1981 Agreement, meets regularly to review progress in these mutual areas.

Canada has cooperated with ASEAN nations in the Uruguay Round of the Multilateral Trade Negotiations (MTN) in the search for international

TABLE II

CANADA-ASEAN TRADE

(\$ CDN millions)

	1980	(% of Cda's total world exports/imports)	1985	(% of Cda's total world exports/imports)	1990	(% of Cda's total world exports/imports)	1991	(% of Cda's total world exports/imports)
Canada Exports to ASEAN	730.8	(0.9%)	741.0	(0.6%)	1,633.6	(1.1%)	1,532.8	(1.1%)
Canada Imports from ASEAN	388.0	(0.5%)	696.2	(0.6%)	1,741.9	(1.2%)	1,958.2	(1.5%)
Total (2-Way)	1118.8		1437.2		3375.5		3491	
Balance	342.8		44.8		-108.3		-425.4	

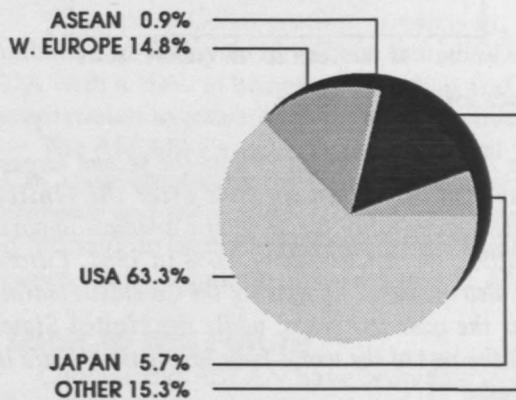
NOTE: "Balance" of trade refers to Canada's trade surplus (if positive) or trade deficit (if negative) with ASEAN
Source: STATISTICS CANADA

reform of the world trading system. Canada and four members of ASEAN (Indonesia, Malaysia, Philippines, and Thailand) also share membership of the Cairns Group which has led to the development of constructive proposals aimed at liberalizing agricultural trade.

As part of a larger framework for economic co-operation, Canada and the ASEAN countries are involved with the Asia Pacific Economic

Co-operation (APEC) forum. Since 1989, the 15 APEC member countries from Northeast and Southeast Asia, Australia, New Zealand, the U.S.A. and Canada have met annually to discuss global and regional economic issues. APEC Ministerial meetings have also created an informal opportunity for foreign and trade ministers from the region to discuss political issues.

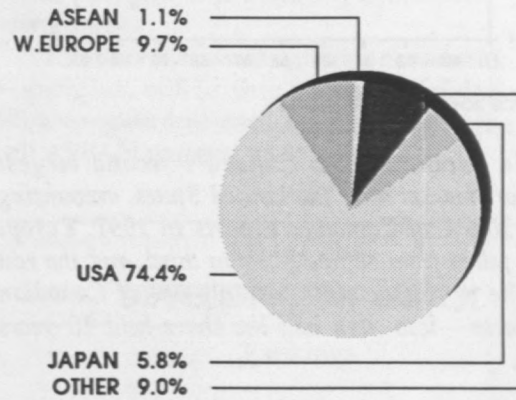
Graph E
CANADA WORLD EXPORTS 1980



(NOTE: TOTAL CDN EXPORTS 1980 = \$67,730 US MILLION/\$79,190 CDN MILLION)

Source: Statistics Canada, Direction of Trade Yearbook

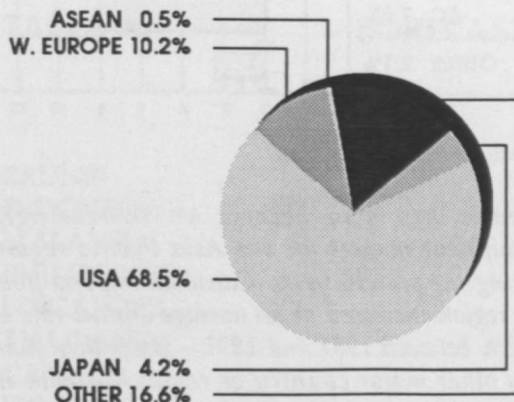
Graph F
CANADA WORLD EXPORTS 1990



(NOTE: TOTAL CDN EXPORTS 1990 = \$131,278 US MILLION/\$141,720 CDN MILLION)

Source: Statistics Canada, Direction of Trade Yearbook

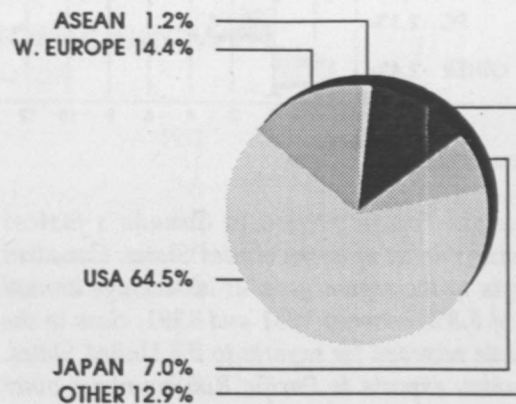
Graph G
CANADA WORLD IMPORTS 1980



(NOTE: TOTAL CDN IMPORTS 1980 = \$62,834 US MILLION/\$73,465 CDN MILLION)

Source: Statistics Canada, Direction of Trade Yearbook

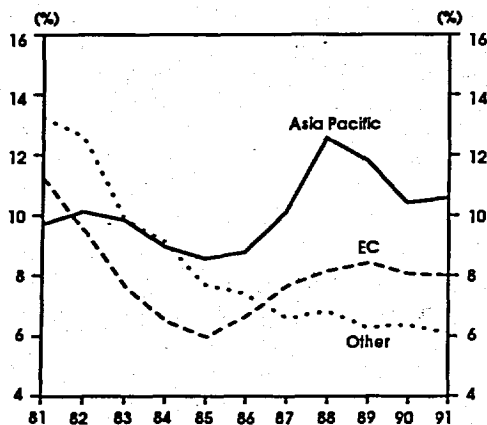
Graph H
CANADA WORLD IMPORTS 1990



(NOTE: TOTAL CDN IMPORTS 1990 = \$122,673 US MILLION/\$136,245 CDN MILLION)

Source: Statistics Canada, Direction of Trade Yearbook

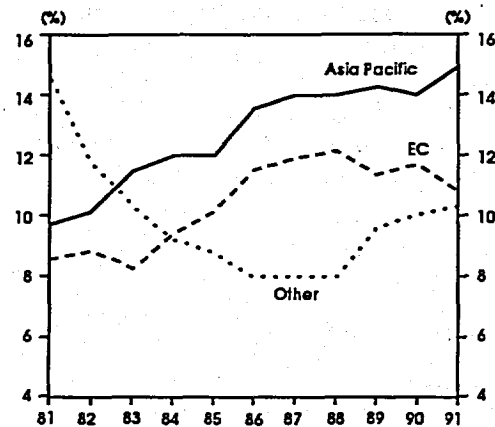
Graph I
MARKETS FOR CANADIAN EXPORTS
 Percent of Total



SOURCE: ROYAL BANK OF CANADA

Asia Pacific is now Canada's second largest export market after the United States, accounting for 10.6% of Canadian exports in 1991. Europe has fallen from second place to third, and the rest of the world accounts for only 6% of Canadian exports – less than half the share held 10 years ago.

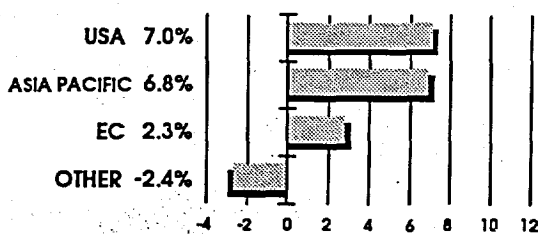
Graph J
MARKETS FOR CANADIAN IMPORTS
 Percent of Total



SOURCE: ROYAL BANK OF CANADA

The Asia Pacific region is now the second largest source of Canadian imports after the United States, accounting for 15% of Canadian imports in 1991, compared to only 9.6% in 1981. Europe has also increased its share of the Canadian market over the past ten years, while the United States and the rest of the world have lost market share in Canada.

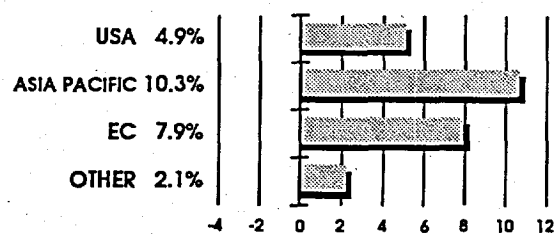
Graph K
CANADIAN MERCHANDISE EXPORTS
 Average Annual % Growth, 1981-1991



SOURCE: ROYAL BANK OF CANADA

The Asia Pacific region is Canada's fastest growing market after the United States. Canadian exports to the region grew at an average annual rate of 6.8% between 1981 and 1991, close to the 7% rate recorded for exports to the United States. Canadian exports to Pacific Rim countries other than Japan grew at an average annual rate of 9.1% per year, nearly twice as fast as exports to Japan alone. Exports to Europe increased much more slowly, and Canadian exports to the rest of the world actually declined.

Graph L
CANADIAN MERCHANDISE IMPORTS
 Average Annual % Growth, 1981-1991



SOURCE: ROYAL BANK OF CANADA

Canada has also become an increasingly significant market for the Asia Pacific region during the past 10 years. Canadian imports from the region increased at an average annual rate of 10.3% between 1981 and 1991 – faster than from any other major country or region. Growth in imports from Asia Pacific countries other than Japan has slightly exceeded growth in imports from Japan itself.

Canada's presence in ASEAN countries through joint ventures or other forms of investment is expanding. Total Canadian investment in ASEAN ranges between CDN \$2 billion and CDN \$3 billion. This investment, which represents about 3 percent of total Canadian direct investment overseas, is largely in resource development. Indonesia and Singapore have been the primary focus points of Canadian investment in the region. Examples of direct investment include INCO (International Nickel Company) and a number of Alberta-based oil and gas firms active in Indonesia, and mining interests in the Philippines. Alcan, Northern Telecom and Bata are also present.

"Enterprise Collaboration" projects in Thailand and Malaysia have been launched by CIDA with a view to bringing Canadian and local entrepreneurs together for joint ventures initiatives.

The ASEAN-Canada Business Council (ACBC) was created by the Canadian Chamber of Commerce and the ASEAN Chambers of Commerce and Industry to promote increased business ties between Canada and the countries of ASEAN.

A Look to the Future

Canada and ASEAN have been able to develop and maintain warm and friendly relations. Regular dialogue has been mutually beneficial in promoting closer understanding and in identifying new areas for co-operation in the region.

As the Canadian economy recovers from the recession of the early 1990's, and as the ASEAN economies continue to grow and develop, Canada

and ASEAN can look toward the next decade as one of renewed economic vigour and enormous opportunity.

Projections for 1992 and 1993, show continued economic development in ASEAN, though at a lesser rate than in 1990, and place Canada at the top of the G7 countries in terms of economic growth. (Refer to the Table III below)

Canada's position as the leader on the 1992 United Nations Human Development Index (HDI), which measures progress in terms of "quality of life" indicators (ie. per capita income, educational opportunities, and quality health care among others), also points to a healthy economic environment.

The moves towards greater economic co-operation, will further enhance confidence in the ASEAN region and attract investment to the benefit of all ASEAN nations, and Canada.

HUMAN DEVELOPMENT INDEX

Rankings

- | | |
|----------------|--------------------|
| 1. Canada | 6. United States |
| 2. Japan | 7. Australia |
| 3. Norway | 8. France |
| 4. Switzerland | 9. Netherlands |
| 5. Sweden | 10. United Kingdom |

Source: United Nations

TABLE III

FORECAST OF ECONOMIC GROWTH

(Annual % Change)

	1992	1993
BRUNEI	2.8	2.5
INDONESIA	6.5	6.2
MALAYSIA	7.6	7.5
PHILIPPINES	3.5	3.0
SINGAPORE	6.8	6.5
THAILAND	7.5	7.3
CANADA	2.3	4.9
U.S.A.	1.5	3.5
JAPAN	2.2	3.9
WESTERN EUROPE	1.6	2.8

Source: International Monetary Fund

1

Introduction

The Philippines in the ASEAN Region

The Philippines, with a population of approximately 64 million, has an abundance of natural resources including minerals, agriculture, fisheries and a skilled labour force. In contrast to the economic growth of other countries in the ASEAN region, however, the Philippine economy has failed to keep pace. Beset by political instability, poor economic performance, environmental degradation, high population growth and natural disasters, the country has yet to realize the potential of its extensive human and natural resources.

Under American rule for nearly 50 years, until its independence in 1946, the Philippines has retained close links with the U.S.A. As a new republic, the Philippines largely modelled its systems of government, education and law on the comparable American structure. Democratic processes were maintained, at least in name, until 1972 when martial law was imposed by then President Ferdinand Marcos. When martial law was finally lifted in 1981 constitutional amendments, which combined aspects of both a presidential and parliamentary system, were made. Following the 1986 military mutiny supported by the Filipino people, Marcos and his family were driven from the country and Corazon Aquino assumed the presidency. After a national plebiscite in 1987, the Aquino government instituted a new constitution and the Philippines became a "democratic republican state". The path to democracy has not been smooth and has been plagued by numerous coup attempts. The elections of May 1992 should steady the progress of democratic reform.

Canada and The Philippines

Canadian relations with the Philippines are growing rapidly. They cover a full spectrum of activities including political, economic, immigration, commercial and development links. Relations between Canada and the Philippines matured when President Corazon Aquino assumed office in 1986 and have been strengthened through Canada's active involvement with ASEAN.

Since 1986, Canada has targeted the Philippines as a priority country for development assistance and has provided significant aid disbursements. Canada has been quick to provide emergency aid following a series of natural disasters which included the devastating earthquake of July 1990, the volcanic eruption of Mount Pinatubo in June 1991 and Typhoon Uring in November 1991.

Canada is one of the founding members of the Asian Development Bank located in Manila. The bank provides loans, equity investments and technical assistance to 32 developing member countries, including Indonesia and the Philippines. Participation in the Asian Development Bank allows Canada to influence development activities of the region and creates commercial opportunities for Canadian firms interested in the markets of the developing countries of Asia. There is an Asian Development Bank Liaison Officer at the Canadian Embassy in Manila who is dedicated to assisting Canadian firms pursuing projects financed by the Asian Development Bank.

Immigration is an important part of the bilateral relationship, as the Philippines has become a significant source of new Canadians. In 1990, the

Philippines was the fourth largest source of immigrants to Canada. There are currently more than 200,000 Canadians of Philippine origin.

Bilateral trade with the Philippines has approximately doubled since the mid-1980's but has levelled off in recent years at approximately CDN \$400 million per year.

Survey Overview

This survey reviews the nature and scope of trade and economic relations between Canada and the Philippines over the last decade. While the study is set in the context of Canada's economic relations with the ASEAN region, it focuses on bilateral relations, agreements and initiatives rather than the international and multilateral fora in which Canada and the Philippines are both active participants.

Section 2 describes the current macro-economic environment in the Philippines and highlights recent economic developments and the challenges facing the country as it responds to the change in government following the May 1992 election.

Section 3 provides an overview of Canada-Philippine commercial relations against the background of the Philippines' global trading situation. The magnitude and direction of trade between the two countries is analyzed in this section and an overview of Canada's marketing efforts in the Philippines is provided.

Section 4 focuses on Canada's bilateral development co-operation program in the Philippines and highlights its major orientations. Included is a brief overview of related programs underwritten by the Canadian International Development Agency (CIDA) and other agencies such as the International Development Research Centre (IDRC).

Section 5 identifies the agreements and arrangements currently governing relations between Canada and the Philippines which provide a basis for economic and commercial ties. It also highlights several initiatives currently underway in various sectors of co-operation as well as provincial government initiatives in the Philippines.

2

Recent Economic Developments in The Philippines

Growth in the Philippine economy since the mid-1970's has been sporadic, tending to lag behind that of other countries in the ASEAN region. The ravages of the Marcos dictatorship had left the economy in relative impoverishment when, in 1986, the Aquino Government came to power. (The Economic Growth Table I in the Preface provides a comparative picture of the Philippines' economic growth performance over 3 years in relation to other countries.)

The Aquino administration made significant strides in restoring private sector and foreign confidence in the economy. Some of the economic reforms put in place by the Aquino government included the dismantling of monopolies, privatization, more liberal trade policies, financial sector

reform and encouragement to exporters. These reforms were set in motion as the Philippine government concluded debt rescheduling agreements with both official and private creditors. In early 1990, the Philippines became the first country after Mexico to negotiate a debt reduction agreement with its creditors under the Brady Plan and in 1991, the Philippines negotiated a new standby agreement with the International Monetary Fund (IMF) to provide additional financing to cover the country's debt repayments. A new loan restructuring agreement between the Philippines and its creditor banks is expected to be signed soon.

The economic recovery however lost momentum with the onset of the new decade. The expansionary fiscal and monetary policies of the

TABLE IV

ASEAN ECONOMIES AT A GLANCE

(IN \$US) 1991

	POP (M)	POP. GROWTH	GDP GROWTH	GNP PER CAPITA	EXPORTS (B)	FOREIGN DEBT(B)	INFLATION CPI	CURRENT ACCT(M)
BRUNEI	.3	2.8%	4.5%	\$18,000	\$2.2	0	2.3%	\$500
INDONESIA	183.0	1.8%	6.2%	\$605	\$28.9	\$67.9	9.2%	-\$2,400
MALAYSIA	18.2	2.3%	8.8%	\$2,465	\$34.7	\$19.5	4.4%	-\$1,672
PHILIPPINES	63.6	2.3%	0%	\$725	\$8.9	\$30.4	18.7%	-\$2,700
SINGAPORE	2.7	1.1%	6.7%	\$12,285	\$62.5	0	3.4%	\$2,350
THAILAND	57.3	1.4%	7.9%	\$1,605	\$28.4	\$25.9	6.0%	-\$7,953
ASEAN	325.1				\$165.6			
CANADA	26.9	.8%	-0.2%	\$21,750	\$127.8	\$149	4.4%	-\$18,718

NOTE:

M = Millions

B = Billions

CPI = Consumer Price Index

GDP = value of all goods and services produced in a country in one year

GNP per capita = GDP + or - surplus or deficit in trade / population

Current Account = surplus or deficit in trade

Source: Asia Week Magazine

IMF Direction of Trade

IMF International Financial Statistics Monthly

World Bank

late 1980's, which were designed to accommodate investment requirements and several rounds of wage increases, contributed to an inflationary spiral. The annual rate of inflation which had remained below 9 percent until 1989, rose to close to 13 percent in 1990 and 18 percent in 1991. GDP growth which was 6.2 percent in 1988, and 6 percent in 1989, declined in 1991 to minus 0.1 percent. Imports which had increased at twice the pace of export growth in this same period, contributed to an unmanageable increase in the current account deficit. The Central Bank was constrained in supporting the peso, which steadily moved downwards against other major currencies.

Growth prospects for 1990 and 1991 were hindered by uncertainty about long term political stability, an increase in the government's budget deficit, higher interest rates (25 percent), rising inflation, and the increasing trade deficit. In addition to these factors, setbacks occurred as a result of the July 1990 earthquake, war in the Middle East, the eruption of Mt. Pinatubo, and the withdrawal of U.S. forces from two large military bases.

However, in 1991, the Government put in place a stabilization program to tackle budgetary and balance of payments deficits. While this undoubtedly contributed to the slightly negative growth rate in 1991, it brought inflation rates below 9 percent by March 1992, stabilized the peso, reduced interest rates to 21.1 percent and set the basis for more sustained growth through the 1990's. This is an important legacy for the next administration. Further improvements to the macro-economic policy environment and increased political stability represent important challenges for the new government, in place since July 1992, as it attempts to meet the broad objectives and strategies for economic and social development.

Even though agricultural output has been adversely affected by drought, typhoon damage and severe volcanic eruption, agriculture, forestry and fishing continue to be the largest contributors to GDP in the Philippines and account for 50 percent of total employment in the country. The industrial sector has however continued to steadily expand. In 1991 the manufacturing sector accounted for about one quarter of the GDP.

3

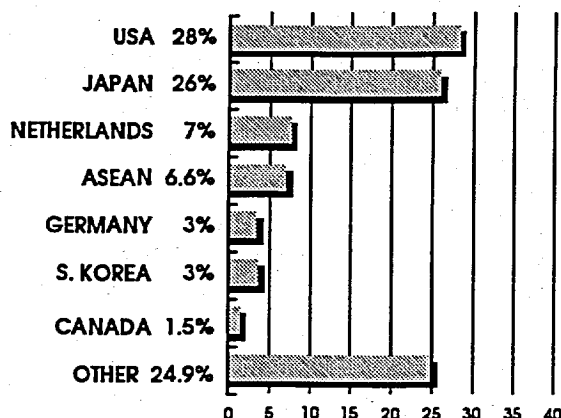
Canada-Philippines Commercial Relations

3.1 Philippines Global Trade

In 1990, the Philippines' international trade reached U.S. \$21 billion, more than twice the level of U.S. \$10 billion reached in 1985. While levels of trade increased significantly from the mid-1980's, so did the country's overall trade deficit, peaking at close to U.S. \$3 billion in 1990.

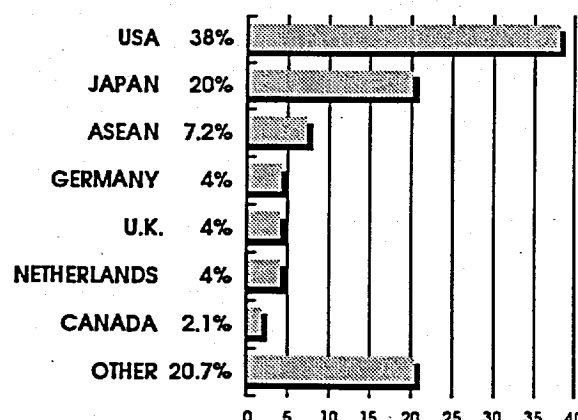
The U.S. continues to be the Philippines' most important trading partner. It is the destination for over 38 percent of Philippine exports and is the origin of nearly 20 percent of Philippine imports. Together, the United States and Japan account for approximately 46 percent of the total trade carried out by the Philippines.

Graph M
PHILIPPINES WORLD EXPORTS 1980



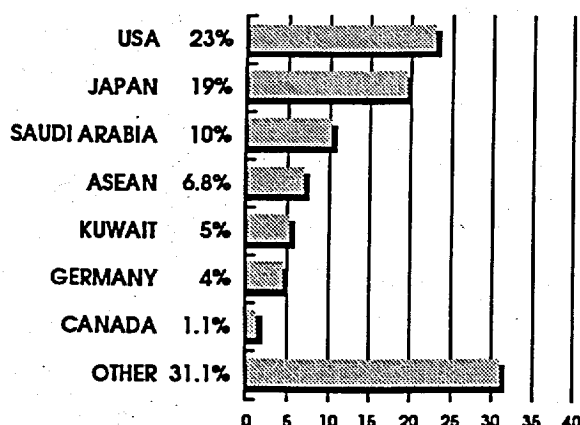
(NOTE: TOTAL PHILIPPINE EXPORTS 1980 = US \$5,700 MILLION)

Graph N
PHILIPPINES WORLD EXPORTS 1990



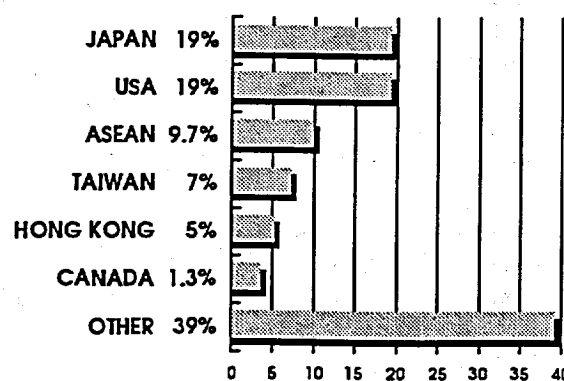
(NOTE: TOTAL PHILIPPINE EXPORTS 1990 = US \$8,100 MILLION)

Graph O
PHILIPPINES WORLD IMPORTS 1980



(NOTE: TOTAL PHILIPPINE IMPORTS 1980 = US \$8,200 MILLION)

Graph P
PHILIPPINES WORLD IMPORTS 1990



(NOTE: TOTAL PHILIPPINE IMPORTS 1990 = US \$12,900 MILLION)

In 1990, total Philippine exports amounted to U.S. \$8.2 billion. The principal sectors were as follows:

Electric & electronic equipment	23.3%
Clothing	21.9%
Coconut products	4.1%
Copper	3.8%
Fish	3.6%

The growth in overall exports from the Philippines can be partly attributed to the recovery experienced in the non-traditional manufacturing sector.

Total Philippine imports in 1990 amounted to U.S. \$12.2 billion. Almost 50 percent of the Philippines' imports consisted of raw materials and intermediate goods. The principal imports for 1990 were as follows:

Raw material & intermediate goods	46.8%
Capital goods	25.7%
Mineral fuels & lubricants	15.1%
Consumer goods	8.7%

Source: The Economist Intelligence Unit

3.2 Canada-Philippines Trade

Trade between Canada and the Philippines is carried out under the General Agreement on Tariffs and Trade (GATT); the Philippines is a beneficiary of Canada's General Preferential Tariff (GPT). In 1990, almost half of the dutiable shipments from

the Philippines were eligible for preferential access to the Canadian market under the GPT.

In 1991, the value of two-way trade reached CDN \$401 million. Although this figure marks more than a doubling of trade since 1980, the Philippines ranks only 5th among the six ASEAN countries as a trading partner for Canada.

Over the past decade, Canada has regularly received between 1.5 and 2 percent of the Philippines' total world exports. In 1991, total Philippine exports to Canada amounted to CDN \$212 million. It should be noted that while Canada's share of Philippine exports has remained fairly constant from the Philippine perspective, it has decreased in significance in the context of Canada's overall ASEAN trade. While imports from the Philippines in 1980 accounted for nearly 30 percent of all Canada's imports from the ASEAN region, by 1990 they represented only 10 percent of all Canada's imports from the ASEAN region.

Canada constitutes a potential growth market for Philippine exports. Philippine exports to Canada have traditionally been dominated by textiles and agricultural and fisheries products. Recently, exports to Canada have grown in sophistication, with the introduction of electric and electronic products and equipment. Almost 50 percent of Philippine exports to Canada in 1991 consisted of textiles and electronic goods. With textile and clothing trade covered by a bilateral export restraint arrangement, the Philippines is among the top low-cost suppliers of clothing to Canada.

TABLE V

PHILIPPINES-CANADA TRADE
(\$ CDN millions)

	1980	% total Philippines exports/imports	1985	% total Philippines exports/imports	1990	% total Philippines exports/imports	1991	% total Philippines exports/imports
Exports to Canada	101.4	(1.5%)	109.0	(1.7%)	201.8	(2.1%)	211.5	(N/A)
Imports from Canada	107.9	(1.1%)	45.7	(0.6%)	204.1	(1.3%)	189.9	(N/A)
Total Trade (Phil-Canada)	209.3		154.7		405.9		401.4	
Balance	-6.5		63.3		-2.3		21.6	

NOTE: "Balance" of trade refers to the ASEAN country's trade surplus (if positive number) or trade deficit (if negative number) with Canada.
Source: STATISTICS CANADA

Subsequent to the signature of the Memorandum of Understanding (MOU) for Fish Inspection during President Aquino's visit to Canada in late 1989, imports of Philippine canned tuna and frozen shrimp should increase significantly.

Canada's exports to the Philippines in 1991 totalled CDN \$190 million. Canada has provided between 0.6 percent and 1.3 percent of the Philippines' total import requirements over the past five years.

A large proportion of Canadian exports to the Philippines in 1991 consisted of primary commodities such as mineral products (ores, slag, ash, iron and zinc), wheat and cereals, and semi-transformed products such as electrical machinery,

steel, pulp and paper, and fertilizers. (Refer to Table VII on the following page). Canada's trade strategy has targeted the Philippines as a market opportunity for advanced technology and services; mining equipment and services; the power equipment and energy services; grains and oil seeds; and agriculture and food products and services.

The Philippine government's policy of import liberalization following reforms in 1986 renewed Canadian business interest in the Philippines. While tariffs remain high and some products are still subject to import controls, there are no particular labelling, packaging or standards requirements and relatively few non-tariff barriers to export in the

TABLE VI MAJOR CANADIAN IMPORTS FROM THE PHILIPPINES
(\$ CDN millions)

PRODUCT CATEGORY	1980	%	1985	%	1990	%	1991	%
Articles of apparel & clothing accessories textiles	16.2	(15.9)	33.4	(30.6)	54.3	(26.9)	52.9	(25.0)
Electrical machinery equip parts; sound recorder etc.	5.2 [‡]	(5.1)	3.2 [‡]	(2.9)	49.0	(24.3)	50.4	(23.8)
Prep of meat, fish or crustaceans	0.5	(0.5)	8.7	(8.0)	14.8	(7.3)	14.9	(7.0)
Clocks & watches & parts thereof	2.8	(2.7)	3.3	(3.0)	12.8	(6.4)	14.0	(6.6)
Articles of leather	—		—		12.0	(5.9)	11.8	(5.6)
Prep of vegetable, fruit, nuts	11.3	(11.1)	13.0	(11.0)	7.1	(3.5)	8.8	(4.2)
Edible fruit & nuts	6.1 [•]	(6.0)	7.3 [•]	(6.7)	6.7	(3.3)	7.9	(3.7)
Furniture; * misc manufactured articles	8.3 [▲]	(8.2)	7.1 [▲]	(6.5)	6.8	(3.4)	5.9	(2.8)
Animal/veg fats & oils	10.9	(10.7)	6.1	(5.6)	0.3	(0.2)	4.9	(2.3)
Footwear	5.2	(5.1)	2.9	(2.6)	3.2	(1.6)	4.6	(2.2)
Boilers, machinery & mech appliance; parts	#		#		3.4	(1.7)	4.4	(2.1)
Wood & articles of wood; wood charcoal	7.0	(6.9)	5.8	(5.3)	4.2	(2.1)	3.9	(1.8)
Manufactures of straw	—		1.9 [‡]	(1.7)	4.6	(2.3)	3.9	(1.8)
Fish & crustacean	••		••		3.6	(1.8)	2.6	(1.2)
Toys, games & sports requisites; parts & access thereof	▲▲		▲▲		2.1	(1.0)	2.4	(1.1)
Ceramic products	—		—		1.1	(0.6)	1.4	(0.7)
Sub-Total of Above	73.5		92.7		186.0		194.7	
Total	101.4		109.0		201.8		211.5	

* Estimate
• Nuts only
•• Included in prepared meat, fish & crustaceans
▲ Includes toys, games

▲▲ Included in furniture and misc manufactured items
‡ Includes boilers, mech appliances
Included in electrical mchy, equip parts

Source: STATISTICS CANADA

Philippines. Many Canadian exporters, however, have been cautious in pursuing business and investment opportunities to the Philippines in the recent past because of the uncertainties and perceived risks associated with the political and economic situation. Nevertheless, the steadily increasing number of Canadian business visitors to the Philippines continue to be successful in promoting their exports locally. In 1991, most of the exports to the Philippines were arranged on a cash basis, with no concessional financing or substantial involvement on the part of the Export Development Corporation (EDC).

Canadian Investment in The Philippines

According to the Government of the Philippines, Canada ranks 15th among foreign investors. Canadian direct investment in the

Philippines as of 1989 has been estimated at CDN \$90 million, led by involvement in the financial and resource sectors. Major Canadian investors include Sun Life (present in the Philippines for close to 100 years), the Bank of Nova Scotia (40 percent equity in Solidbank), Placer Dome (Mar Copper), and B.C. Packers (tuna cannery). New investment interest in the Philippines has focused on mining, agri-food and consumer products, though the Philippines remains a relatively low priority for Canadian overseas investors. Today, there are approximately 20 joint venture agreements and other arrangements involving Canadian and Philippine interests. A sample listing of Canadian companies with investments in the Philippines can be found in Appendix A.

CIDA/INC provides about \$1 million annually in support of Canadian companies looking into long-term commercial involvement in the Philippines. Most of the recent interest has been

TABLE VII MAJOR CANADIAN EXPORTS TO THE PHILIPPINES
(\$ CDN millions)

PRODUCT CATEGORY	1980	%	1985	%	1990	%	1991	%
Ores, slag & ash	N/A		N/A		42.3	(20.7)	55.8	(29.4)
Electrical mchy, equipment parts thereof; sound recorder etc.	13.0	(12.0)	2.4	(5.2)	4.6	(2.3)	14.8	(7.8)
Iron & steel	7.3	(6.7)	4.3	(9.4)	1.8	(0.9)	13.1	(6.9)
Cereals	8.0	(7.4)	—		66.4	(32.5)	12.7	(6.7)
Fertilizers	6.2	(5.8)	2.8	(6.1)	13.9	(6.8)	11.9	(6.3)
Zinc & articles thereof	2.7	(2.5)	3.5	(7.6)	5.9	(2.9)	11.9	(6.3)
Plastics & articles thereof	3.6	(3.3)	0.7	(1.5)	11.4	(5.6)	10.8	(5.7)
Paper & paperboard	6.7 ^a	(6.2)	9.9 ^a	(21.8)	10.1	(4.9)	10.7	(5.6)
Man-made staple fibres	N/A				6.4	(3.1)	8.2	(4.3)
Boilers, mchy & mech appliance; parts	11.9	(11.0)	2.2	(4.8)	7.6	(3.7)	7.6	(4.0)
Textiles	2.3	(2.1)	4.1	(8.9)	5.0	(2.4)	5.8	(3.1)
Pulp of wood	^{aa}		^{aa}		5.1	(2.5)	4.9	(2.6)
Organic chemicals	0.1	(0.1)	2.1	(4.6)	1.5	(0.7)	2.9	(1.5)
Edible fruit & nuts; peel	N/A		N/A		2.7	(1.3)	2.1	(1.1)
Pharmaceutical products	N/A		N/A		2.4	(1.2)	1.8	(0.9)
Articles of iron or steel	N/A		N/A		0.4	(0.2)	1.3	(0.7)
Miscellaneous edible preparations	N/A		N/A		0.8	(0.4)	1.2	(0.6)
SUBTOTAL OF ABOVE	62.7		32.0		188.3		179.6	
Total	107.9		45.7		204.1		190.0	

^{aa} Included in paper and paperboard

^a Includes pulp wood

N/A Not Available

Source: STATISTICS CANADA

directed to the agricultural and fisheries sectors, with an increasing focus on the manufacturing sector.

3.3 Export Marketing Efforts

Trade missions and other high level visits, and marketing studies between Canada and the Philippines play an important role in promoting Canadian capabilities, products and services in the Philippines.

Interest has been largely concentrated in the agriculture and food sectors and the mining and energy sectors. Aside from missions sponsored by the federal government, Quebec, Ontario, Alberta and British Columbia have been the most active provinces in promoting exports to the Philippines. An increasing number of business missions and visitors have also focused attention on opportunities associated with Asian Development Bank funded projects in the region. (The headquarters of the Asian Development Bank is in Manila.)

High level visits supporting the bilateral economic relationship have included: President Corazon Aquino's visit to Canada in November 1989, the first ever by a Filipino President, Foreign Minister Manglapus visit to Canada in October of 1990 for the Special Canada-ASEAN Ministerial Meeting, and Minister of External Relations and International Development Monique Landry visit to the Philippines in April 1991. Senior officials of the Department of Environment and Natural Resources, the National Mapping and Resource Information Authority (NAMRIA) and various telephone and broadcast companies have visited Canada to meet with Canadian companies, see Canadian installations and attend events in Canada such as TEMIC (Telecommunications Executive Management Interchange Centre) courses, and Globe 90 and 92 (environment), and Intercomm 91 (telecommunications). Twenty-five Canadian companies participated in the 3rd Asia Pacific Mining Conference in Manila in 1992.

Market studies of various sectors of the Philippine economy have been conducted in the following areas and are available from External Affairs and International Trade Canada (EAITC):

Aquaculture	1990
Cable TV & Broadcast Equipment	1989
Hospital Medical Equipment & Supplies	1989
Mining Industry	1989
Used Equipment	1989

The Program for Export Market Development (PEMD) has also been used effectively in the Philippines by Canadian companies. The program is designed to stimulate increased export sales of Canadian goods and services abroad. Since 1980, over \$2.3 million in support has been offered through PEMD for 335 projects. The sales generated as a result of these grants since 1971 have reached approximately \$279 million.

The Export Development Corporation (EDC) has provided over \$60 million in long-term credits over the past decade in support of the sale of machinery and equipment in the mining, telecommunications and power distribution sectors. In 1989, the EDC established a line of credit for up to \$27.1 million (in parallel with a CIDA contribution of \$14.6 million) with the Government of the Philippines to support projects in rural telecommunications. Financing under this facility has been fully committed. A second major credit project has been awarded for the supply of typhoon resistant steel poles to the National Electrification Authority. A number of transactions are currently under consideration for potential EDC financing and insurance support in a variety of sectors, including aircraft, resources management, telecommunications and power sectors. Due to limited funding availability, EDC financing will be provided on a case-by-case basis.

A Canadian Chamber of Commerce of the Philippines was formed in October 1989 to promote Canadian business interests in the Philippines. The Chamber has about 200 members, consisting of resident Canadian business persons and local representatives of Canadian companies.

In early 1990, the first Canadian-Philippine Business Directory was published. The directory, intended to help raise the profile of the Canadian business community in the Philippines, includes over 200 entries from Canadian firms represented or established in the Philippines as well as local firms providing services to the business community.

4

Development Assistance

Canada is a relatively modest donor in terms of overall disbursements but is nevertheless regarded as a valuable partner in development co-operation. Canada's development assistance efforts in the Philippines are being channelled through a variety of projects. The main focus of the Philippines' program is on human resource development and institutional strengthening for poverty alleviation and structural adjustment. While the Canadian International Development Agency's (CIDA's) Bilateral Program has provided the main impetus for these initiatives in financial terms, other CIDA programs in support of non-governmental organizations (NGOs), Canadian institutions, the private sector and international and multilateral agencies have also made important contributions to Canada's overall aid efforts in the Philippines (see Table VIII below).

As an Associate Member of SEAMEO (Southeast Asia Ministers of Education Organization) since 1988, Canada has assisted in the development

of Integrated Community-Based Human Resource Development projects in the region. With continued sponsorship from CIDA in 1990 of CDN \$8.3 million, Phase II of SEAMEO-Canada Co-operation began. By promoting institutional linkages between SEAMEO Centres and Canadian universities and colleges, and by providing technical assistance and training, it is expected that the institutional capacities of the SEAMEO Centres will be strengthened and their strategic management capabilities enhanced during this second phase of co-operation.

4.1 Bilateral Program

CIDA began, in a modest way, to sponsor specific development assistance projects in the Philippines on a government-to-government basis in the mid-1970's, mainly in the agricultural and fisheries sectors. Disbursements under the bilateral program in the six-year period from 1980 to 1986

TABLE VIII

**DISBURSEMENT PROFILE:
CANADA'S DEVELOPMENT ASSISTANCE PROGRAM**
(\$ CDN millions)

CHANNELS	1984/85	1989/90
A. Government-to-Government (Bilateral Program)	0.70	25.74
B. Canada Fund	-	0.60
C. Institutional Co-operation and Development Services Program	-	0.20
D. Non-Governmental Organizations Program	1.48	3.10
E. International Non-Governmental Organizations Program	0.10	0.02
F. Industrial Co-operation Program	0.13	1.87
G. International Humanitarian Assistance Program	-	0.50
H. Food Aid	-	0.13
I. International Development Research Centre	2.89	3.68
J. Petro-Canada International Assistance Program	2.54	0.70
K. Provincial Government Contributions	-	-
TOTAL	8.34	36.04

Source: CIDA

totalled \$3.6 million. Canada announced in October of 1986 that it would establish an official bilateral development program of \$100 million over five years. This was viewed as a concrete expression of support to the new government of President Aquino at the time. Financial support was provided to a number of projects which responded quickly to pressing economic and social needs. By the end of 1990, the original \$100 million had been fully disbursed.

In 1989, CIDA launched its first full five-year country program for the Philippines. Three distinct program thrusts are currently being pursued under the Country Program Review. These are: initiatives in support of the macro-economic adjustment process in the Philippines; initiatives to strengthen the capacity of national, regional and local government authorities to implement government decentralization; and initiatives to strengthen public and private organizations which enable the poor to gain access to assets and services.

The program also addresses four special programming factors: women in development (WID); environment; the private sector; and NGOs. Environmental and resource degradation concerns are being addressed by incorporating environmental screening into all pertinent delivery mechanisms, identifying and supporting environmentally focused activities within certain program mechanisms, and directly supporting environmental NGOs in the Philippines. The increased involvement of Canadian NGOs and of Canadian businesses will also be encouraged.

Structural Adjustment

Approximately half of CIDA disbursements are aimed at programs designed to assist the structural adjustment process in the Philippines. Over 80 percent of these funds are being directed towards commodity assistance for the purchase of fertilizers, potash, paper, vaccines and urea. Another key component of the structural adjustment program is directed at the telecommunications sector. One project currently underway involves the provision of technical assistance and training to the Department of Transportation and Communications and other telecommunications agencies. The other major project in this sector is a joint CIDA/EDC effort to support the import of telecommunications equipment and services from Canada.

The Policy, Training and Technical Assistance Facility project is designed to assist key public sector institutions in strengthening their self-sustaining

capacities to formulate, plan, implement, monitor and evaluate socio-economic policies and administrative reform programs. In order to help balance out the currently skewed industrial structure, the Entrepreneur Support Project was developed. It aims to assist local institutions (i.e. cottage industries and small enterprises) gain access to credit, training and marketing support. In addition, CIDA's Industrial Co-operation Program plays an important role in promoting industrial development in the Philippines. It assists the Canadian private sector in pursuing major contracts, joint ventures and other business arrangements. Disbursements have gradually increased since 1986 to the current level of approximately \$1.4 million annually. Recent interest has focused principally in the agri-industrial and consumer goods sectors.

Government Decentralization

In keeping with the Philippine government's regional and rural-based development strategies, the Local Government Support Program is designed to complement and assist the government's efforts to transfer greater administrative, financial and political authority to local governments in three regions of the country where the CIDA program is focussing its efforts. Under this program, CIDA is providing \$5 million in technical assistance to cover the foreign exchange costs of assistance such as research, training, policy advice and technical and managerial assistance. The project will also draw from the Canada-Philippines Development Counterpart Fund for the local cost of capability-building activities for policy support, training, planning and project implementation.

Institutional Support for the Poor

Several projects, aimed at strengthening organizations which enable the poor to gain access to assets and services, are currently being implemented with the participation of Canadian non-governmental organizations and universities. Approximately \$60 million has been allocated to these initiatives. A key project in this sector provides support to selected NGOs in the Philippines (\$30 million over 5 years) which develop and implement programs on poverty alleviation. Education, health and human resources development are important components of other projects currently underway in this area. Another two projects provide assistance to the National Commission on Women to institutionalize gender training in other government departments and to

strengthen the capacity of women's groups and NGOs for Women In Development (WID) programming.

4.2 Partnership

Development assistance is also reaching the Philippines through a number of special programs implemented by CIDA through Canadian and international non-governmental organizations as well as through participation in international and multilateral programs. NGO involvement in the Philippines has a long history and benefits from the support of an extensive network.

Approximately \$1.9 million was disbursed through CIDA's Canadian Partnership Branch in 1990/91 for numerous projects involving non-governmental organizations, institutions and co-operatives in the Philippines.

4.3 International Development Research Centre (IDRC)

The IDRC provides financial support for research done by and for developing countries in the areas of: agriculture and food and nutrition, earth and engineering sciences, health sciences, information sciences, social sciences, communications, training and information systems. The

IDRC's most important program in Asia is in the Philippines. The IRDC has supported approximately 307 research and development projects in the Philippines for total disbursements of over \$50 million. In 1992, a total of 107 projects, representing financial commitments of almost \$20 million, were at various stages of implementation.

4.4 Petro-Canada International Assistance Co-operation (PCIAC)

Until its 1991 decision to wind up the organization, the Government of Canada funded the activities of Petro-Canada International Assistance Corporation to assist developing countries in finding and utilizing their own oil and gas reserves. Between 1983 and 1986, Petro-Canada participated in two programs in co-operation with the Philippines National Oil company (PNOC) and the Bureau of Energy and Development, involving expenditures of \$11 million for exploration activities and offshore geophysical programs.

CIDA has now assumed responsibility for a final program of support for petroleum exploration and institutional strengthening under an operating services agreement concluded with Petro-Canada. Valued at up to \$15 million, the program will run to March 1994.

5

Framework for Co-operation

5.1 Agreements and Arrangements Between Canada and The Philippines

A number of agreements and arrangements provide the basic framework for economic and commercial relations between Canada and the Philippines.

A Trade Agreement between Canada and the Philippines was concluded in 1972 and provides for reciprocal most-favoured-nation treatment (with certain specified exceptions) in all matters with respect to customs, import and export charges, and other regulations and requirements relating to the sale of imported goods.

The Convention between Canada and the Philippines for the Avoidance of Double Taxation and the Prevention of Fiscal Evasion with Respect to Taxes on Income was signed in March 1976 and came into effect in December 1977. The Convention is designed to eliminate the double taxation of individuals and companies of one country who do business or earn income in the other. It is an important instrument in encouraging bilateral trade and investment between the two countries.

An Agreement concerning the Peaceful Uses of Nuclear Material, Equipment, Facilities and Information Transferred between Canada and the Republic of the Philippines was signed in June 1981 and came into force in April 1983.

In 1986, Canada and the Philippines signed an Exchange of Notes, constituting a Foreign Investment Insurance Agreement, for the promotion and protection of investments between the two countries. The agreement is designed to facilitate the EDC's investment insurance program in the Philippines and to increase Canadian investor interest.

Following Paris Club negotiations in May 1989, Canada concluded a Debt Rescheduling Agreement with the Philippines. This agreement set forth a second rescheduling of Philippine debt on April 5, 1991.

A Textile Product Restraint Arrangement in effect for the five-year period, from 1987 to 1991, was subsequently extended to December 31, 1992. The arrangement places 11 of 13 clothing categories under restraint. The annual growth in export restraint levels has ranged between 5 percent and 8 percent. The arrangement also provides for government-to-government consultations should imports escalate beyond reasonable levels.

A General Agreement on Development Co-operation between Canada and the Philippines was signed in November 1987. This agreement provides a framework for Canada's development efforts in the Philippines. Key elements of the current five-year Canadian development assistance program were signed during the State Visit to Canada of President Aquino in November 1989.

During President Aquino's visit, the two governments signed a Treaty on Extradition which was designed to promote bilateral co-operation in criminal matters including the transferring of suspected felons from their respective countries.

A Memorandum of Understanding (MOU) on Fish Inspection was concluded in 1989. This MOU facilitated the entry of canned tuna and frozen raw shrimp from the Philippines into Canada and ensured that Canadian and international standards of quality and safety were met. Technical annexes to this MOU were signed in April 1990.

In a regional context, Canada and the Philippines are signatories to the Agreement between Canada and ASEAN on Economic Co-operation, which came into effect in June 1982. Under the agreement, a Joint Co-operation Committee was established to review progress in a range of commercial and development endeavours between Canada and ASEAN.

5.2 Other Areas of Co-operation

Outside the trade sphere and CIDA-sponsored projects in the Philippines, ties and contacts between organizations and institutions in both countries are not well developed. The following section briefly describes initiatives underway in key sectors of co-operation.

Agriculture

Agriculture Canada's interest in the Philippines is recent. Departmental representatives visited the country in early 1990 to explore potential areas of co-operation and marketing opportunities for Canadian exports. Meetings were held with government livestock officials and the Asian Development Bank.

Two agriculture-related trade missions to the Philippines took place in 1990 to explore market opportunities for canola and swine. The Philippines sent representatives to the International Dairy Congress in Montreal in 1990. Representatives from the Philippines also attended a technical dairy conference in Thailand in 1992 which was co-sponsored by Agriculture Canada, the Ontario Ministry of Agriculture and Food and the Canadian Livestock Exporters Association.

Telecommunications

CIDA is involved in two key projects in the telecommunications sector in the Philippines; the five-year, \$5 million, Philippines Telecommunications Technical Assistance Project, designed to support the restructuring of the telecommunications industry; and the Telecommunication Import Support Program (\$15 million CIDA grant and \$27 million EDC line of credit) which is aimed at improving the communications infrastructure in rural areas throughout the country.

External Affairs and International Trade Canada, Canada's Department of Communications and the Canadian private sector fund the Telecommunications Executive Management Interchange Centre (TEMIC) located in Montreal. TEMIC provides training in the management and use of telephone and communications systems to ministry and agency representatives from developing countries. To date, four high-level officials from the Philippines have participated in TEMIC courses.

Environment and Natural Resources

A \$4.9 million CIDA project in the area of environmental management is being implemented under the leadership of Dalhousie University. It enables Canadian universities and private-sector representatives to provide Philippine universities with expertise in environmental and resource management. The Environment and Natural Resource Management Project brings together government agencies, the academic community and non-governmental organizations to work jointly on resource management issues in the Philippines. Through policy studies, the project provides support for the Philippines' Department of Environment and Natural Resources whose main aim is the development and implementation of a national strategy of sustainable development.

Defence

The Canadian Forces Attaché located in Kuala Lumpur is accredited to the Philippines and provides advice on military matters and liaises with the Armed Forces of the Philippines. An important component of this arrangement is the identification of defence equipment acquisition programs which are of interest to Canada's defence industry.

5.3 Provincial Co-operation

Provincial initiatives in the Philippines have been relatively modest and have mainly focused on trade missions exploring the Philippine market and opportunities associated with Asian Development Bank projects.

Quebec has sponsored on average two or three general trade missions to the region annually since 1980, and has provided financial assistance to a number of companies interested in marketing products and expertise in the Philippines.

Philippine officials attend, in increasing numbers, events or programs in Canada sponsored by provincial authorities or institutions. Most significant among these have been the conferences and seminars in the petroleum sector held in Alberta with the support of the provincial government, in association with the Government of Canada. The biennial Intercan Conference, the National Petroleum Show, and the Alberta Summer Institute for Petroleum Industrial Development (ASIPID) programs administered by the University of Alberta have all attracted a large number of Philippine participants in recent years. Alberta institutions are

also involved in a number of CIDA-funded training projects in the Philippines, including a co-operative community development program, a health sector support project and a development project aimed at rural and isolated areas in the Philippines. Alberta has participated in a number of exploratory visits to the Philippines to pursue Asian Development Bank and CIDA projects and to promote the experience of its companies in the oil and gas, engineering consulting, agri-food and telecommunications sectors.

British Columbia welcomes large numbers of Philippine visitors each year to participate in trade investment missions or in international conferences such as Globe '92 which was held in Vancouver. The Vancouver Board of Trade also sent trade missions to the Philippines in 1991. The province, through the

British Columbia Trade Development Corporation, has organized trade missions and in conjunction with the Association of Consulting Engineers of British Columbia, has formed the Asia Marketing Group to assist local engineering companies in their marketing efforts with the Asian Development Bank. Educational institutions in British Columbia have participated in a number of international education projects covering a broad range of education and training opportunities in the Philippines. Through CIDA and IDRC funding, Simon Fraser University and the University of British Columbia have participated in research exchanges, while the Vancouver Community College has been involved in providing technical advice on projects in the field of education.



Conclusion

Economic and trade relations between Canada and the Philippines have broadened significantly over the last decade. Canadian interests in the Philippines were revitalized following the election of President Aquino in 1986 and Canada has strongly supported the Government of the Philippines in the areas of democratization, economic reform and progressive social policies. The launching of the first full-fledged Canadian Development Assistance Program in the Philippines in late 1986 played a significant role in shaping developmental, economic and trade relations between the two countries. The program is not only designed to assist the Philippines to deal with the many development challenges it faces, but also to lay the groundwork for democratic development and to expand existing contacts and linkages between Canada and the Philippines.

Bilateral trade is becoming a feature of growing importance as the overall relationship between Canada and the Philippines matures. There is, however, scope for each country to improve its position in respective domestic markets. Although the Philippines is located in the fastest-growing area of the global economy, its debt problem, political uncertainties and legacy of economic under-performance result in difficulties not faced by other countries in the region in such measure. The modest economic recovery since 1986, however, augurs well for the Philippines. As the Philippine economy moves towards sustainable growth, the effect of Canadian and Philippine trade development efforts will be reflected in expansion over the medium and longer term.

Appendix A

CANADA-PHILIPPINES BUSINESS VENTURES

A. A SAMPLE LISTING OF COMPANIES OWNED OR PARTLY OWNED BY CANADIAN INTERESTS

COMPANY	ACTIVITY
Asia International Business Centre	This is a small firm engaged in providing business, trading and immigration consulting services.
Diversey (Phils)	This firm, wholly owned by Diversey of Canada, is involved in the manufacture and distribution of industrial chemicals.
Gardex Electronics (Phil) Inc.	This firm is involved in the manufacturing and installation of closed-circuit TV systems. An associated company, Triton Farms Inc., is engaged in poultry farming.
Phil Gest Inc.	Phil Gest established a Philippine company for the management of telecommunications projects. In early 1990, the company completed the installation of a fibre-optic link between the trans-Pacific underwater cable and Manila, and now have a large subcontract to upgrade Philippine Long Distance Telephone (PLDT) facilities.
Intercap	This joint venture, 15 percent owned by Capsule technology, produces hard gelatin capsules for the pharmaceutical industry.
McPhar Geoservices	McPhar maintains a branch office providing geochemical and geophysical services.
Marcopper	This company, the third largest copper producer in the Philippines, operates an open-pit mine and concentrator on Marinduque Island in the central Philippines. It is partly owned by Placer Dome.

Mar-Fishing

This company, effectively Canadian-controlled through joint ownership by Marcopper and B.C. Packers, operates a deep-sea tuna fleet and cannery in Mindanao.

Manufacturer's Life Insurance

Canadian-owned, Manufacturer's is an important life insurance firm in the Philippines.

Philwatch Inc.

This firm is involved in the assembly of children's watches.

Ocean Pacific Industries

This firm is controlled by Canadian interests and produces latex gloves, primarily for export to North America.

Orextrac Philippines R.T.C.

Precious Metals has formed this local company to salvage gold and other precious metals from ball-mill residues.

R.A.A. Trading

Company is engaged in trading and distribution of fertilizer, rice, corn and a variety of agricultural supplies and equipment.

Seaform Systems Asia Inc.

This small firm from British Columbia is involved in the rebuilding of dock piles and is pursuing a number of major dock rehabilitation projects.

Scott Consultants and Resource Dev.

This small consulting company headed by a Canadian geologist, is engaged in mining, geology, and mineral development. The company also represents Kenting Earth Sciences locally.

Solidbank

The Bank of Nova Scotia owns a minority share which was acquired through a debt-to-equity swap in 1987.

Solid City Inc.

This is a joint venture with Keeprite to assemble Canadian air-conditioners.

Sun Life Insurance

Sun Life, wholly owned by Sun Life of Canada, is the third largest life insurance company in the Philippines. It was established in the 1880s, making it one of the oldest Canadian investments in Asia. In 1988, their regional office moved from Hong Kong to Manila.

B. COMPANIES WITH BRANCH SALES OFFICES

Air Canada	Maintains a small office mainly to handle air cargo.
Canadian Airlines International	Office focusing on passenger sales managed by a local agency, Columbia Philippines.
Kidd Enterprises	Resident Canadian controls this firm which represents a number of Canadian companies in the agricultural sector.
SNC Lavalin International Inc.	Lavalin maintains a branch office to promote engineering services and manage ongoing projects in the Philippines.
Philcan Enterprises Inc.	Firm is partly owned by a resident Canadian who acts as a marketing representative for a number of Canadian companies pursuing projects in the Philippines and with the ADB.
SR Telecom	SR recently established an office to market rural telephone equipment; completed a CIDA-funded project to provide telecommunications links to 17 towns in Bantangas Province (south of Manila); and completed a project to provide telephone services to resort hotels near Cebu.

Appendix B

USEFUL ADDRESSES

IN THE PHILIPPINES:

Board of Investments (BOI)
Industry and Investments Bldg.
Sen. Gil Puyat Avenue Extension
Makati, Metro Manila, Philippines
Tel: 818-1831 to 39

Canadian Embassy
9th Floor, Allied Bank Building
6754 Ayala Avenue
Makati, Metro Manila, Philippines
Tel: 815-9536 to 41
Fax: 815-9595

Development Bank of the Philippines
Buendia Avenue Extension
Makati, Metro Manila, Philippines
Tel: 818-9511

Department of Trade and Industry
DTI Building
361 Sen. Gil Puyat Avenue Extension
Makati, Metro Manila, Philippines
Tel: 818-5701 to 40/818-1831 to 39

Department of Foreign Affairs
DFA Building
2330 Roxas Boulevard, Pasay City
Philippines
Tel: 834-4000

National Economic & Development Authority
NEDA-sa-Pasig Bldg., Amber Avenue
Pasig, Metro Manila, Philippines
Tel: 673-5031 to 39

IN THE REGION:

Asia Pacific Foundation of Canada
(South East Asia Office)
80 Anson Road #15-02
IBM Towers
Singapore 0207
Tel: (65) 225-7346
Fax: (65) 222-7439

Canada-ASEAN Centre
80 Anson Road #15-02
IBM Towers
Singapore 0207
Tel: (65) 225-7346
Fax: (65) 222-7439

International Development
Research Centre (IDRC)
Regional Office
Tanglin PO. Box 101
Singapore 9124
Tel: (65) 235 1344

IN CANADA:

Asia Pacific Foundation of Canada
Suite 666, 999 Canada Place
Vancouver, British Columbia
V6C 3E1
Tel: (604) 684-5986
Fax: (604) 681-1370

ASEAN-Canada Business Council (ACBC)
of the Canadian Chamber of Commerce
55 Metcalfe Street
Ottawa, Ontario
K1P 6N4
Tel: (613) 238-4000
Fax: (613) 238-7643

**Canadian International Development
Agency (CIDA)
Asia Branch (BSG)
Place du Centre
200 Promenade du Portage
Hull, Québec
K1A 0G4
Tel: (613) 997-7025
Fax: (613) 997-4750**

**Export Development Corporation
Head Office
151 O'Connor Street
Ottawa, Ontario
K1A 1K3
Tel: (613) 598-2500
Fax: (613) 237-2690**

**External Affairs and International Trade Canada
Asia Pacific South Relations Division (PSR)
& Asia Pacific South Trade Development Division
(PST)
125 Sussex Drive
Ottawa, Ontario
K1A 0G2
Tel: (613) 996-7350 (PSR)
(613) 995-7659 (PST)
Fax: (613) 996-4309**

**Embassy of the Philippines
130 Albert Street, Suite 606
Ottawa, Ontario
K1P 504
Tel: (613) 233-1121**